

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. XXXIX, No. 25 New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10

19- 26 juin 2019

AFFRONTLEMENTS MEURTRIERS ENTRE GANGS ARMÉS DANS L'ARTIBONITE

Arnel Joseph gravement blessé, il risque de se faire amputer une jambe Faute de soins médicaux, son cas demeure inquiétant

C'était la guerre, le week-end dernier, dans le département de l'Artibonite, non entre la Police nationale et gangs armés, mais plutôt entre bandes rivales, au nom de la défense de leurs territoires. A l'issue d'une bataille qui a duré environ une heure, le chef de gang de Village de Dieu (à Port-au-Prince) ayant élu domicile à Marchand-Dessalines, Arnel Joseph, a essuyé une blessure grave au tibia et au péroné, qui pourrait bien se révéler fatale, si les conditions ne favorisent l'intervention immédiate d'un médecin pour lui prodiguer les soins dont il a urgemment besoin.

En effet, au moins huit personnes ont trouvé la mort, tuées par balles, lors des affrontements



Arnel Joseph gravement blessé au tibia et au péroné.



Ti-Sourit, le tombeur d'Arnel Joseph.

dit « activement recherché » par la Police nationale, mais qui mène périodiquement ses expéditions dans cette région du pays au vu et au su de tout le monde, sans être jamais inquiété.

L'affrontement en question est intervenu à l'endroit appelé Bois de la ville (Bwa Lavi) mettant aux prises les hommes de Joseph et ceux du chef de « Baz Gran Grif » établis à Savien. Celui-ci a également encaissé un projectile au cou. On n'a pu, jusqu'ici, évaluer sa condition, bien que des témoins sur place proches de son clan laissent croire que son état soit plus qu'inquiétant.

Une tentative de détournement d'un container

Dans les milieux proches d'Arnel Joseph, on prétend que le conflit sanglant entre les deux groupes

Suite en page 2

LA COMMUNAUTÉ HAÏTIENNE INVITÉE À CARNEGIE HALL

Un concert de musiques classiques instrumentales et de gospels



Asnath et Delarquy Fleuriot.

Par Léo Joseph

La communauté haïtienne, qui, dans le passé, se régalaît périodiquement de spectacles culturels offerts par des artistes haïtiens et étrangers, est trop longtemps privée de ce genre de divertissement. Elle est sur le point de renouer avec une tradition riche en ce genre d'activités artistiques, dans le cadre d'un concert offert par l'organisation appelée « Haitian-Americans in Action » devant avoir lieu au Carnegie Hall, à Manhattan, à la fin de ce mois de juin. Les organisateurs de ce spectacle disent vouloir inve-

Suite en page 7

EVÈNEMENT SPECTACULAIRE DANS LE DOSSIER PETROCARIBE

Jean Max Bellerive se dit prêt à s'en remettre à la justice

Tandis que tous les hauts fonctionnaires de l'État haïtien, y compris le président Jovenel Moïse, se multiplient par quatre, dans leur vaine tentative d'éloigner d'eux le procès PetroCaribe exigé à cor et à cris par la grande majorité des citoyens, un seul ex-Premier ministre se détache pour déclarer son intention de s'en remettre « à la justice » de son pays. Une décision qui a dû prendre au dépourvu la majorité des gens, particulière-



Jean Max Bellerive

ment ceux de la classe politique.

Jean Max Bellerive, ex-Premier ministre de René Préval, accusé d'avoir négocié plusieurs contrats dans des conditions irrégulières avec des firmes privées, notamment dominicaines, vient d'annoncer son intention de faire exactement le contraire de ce qu'entendent faire les autres hauts fonctionnaires de l'administration publique haïtienne épinglés dans

Suite en page 3

HAPPENINGS !

N.Y. Council member Farah Louis Faces her competitors again



On June 13, 2019, Farah Louis taking the oath of office as Council member, representing the 45th Council District.

Twelve days after she was sworn in as a Council member representing the 45th New York Council District in Brooklyn, Council member Farah Louis is participating next Tuesday –that's the 25th—in a primary Democratic election to choose the candidate for the general election, scheduled for November 5, the winner

of which will finish the mandate of Jamaane Williams in 2021.

Reportedly, Ms. Louis won nearly 43% of the votes in the special election on May 14, to fill, on an interim basis, the seat of Council member Jamaane Williams, who was elected New York City Advocate last

Continued on page 14

AFFRONTLEMENTS MEURTRIERS ENTRE GANGS ARMÉS DANS L'ARTIBONITE

Arnel Joseph gravement blessé, il risque de se faire amputer une jambe

Faute de soins médicaux, son cas demeure inquiétant

From page 1

rivaux, qui s'était déclaré, a pour origine une opération de routine menée en faveur de Joseph, des familles et des individus qui composent son gang dont l'objectif consistait à l'approvisionnement de ces derniers en provisions alimentaires et autres biens nécessaires. Il semble que, selon une personne qui prétend être dans le « *secret des dieux* », cette fois le container transportait aussi bien des armes et munitions, en provenance de Taïwan, récemment arrivées à Port-au-Prince, qui ont été distribuées par des sénateurs dans plusieurs régions du pays, dans le but de casser la mobilisation anti-Jovenel Moïse.

En effet, toujours selon ces mêmes témoins, quatre « *soldats* » d'Arnel assuraient la sécurité du remorqueur et du container. Mais ces derniers ont été attaqués par des hommes de Ti-Sourit, un autre chef de gang ayant son fief

dans la zone de Pérard. La bataille, qui s'en est suivie a fauché au moins la vie de huit personnes dans les deux camps, en sus de faire des dommages collatéraux au sein de la population, notamment un lycéen de la classe terminale qui aurait perdu la vie dans cet accrochage.

Grièvement blessé, la vie d'Arnel Joseph pourrait être menacée

Si l'état de Ti-Sourit reste inconnu, il en est autrement pour Arnel Joseph, dont la vie serait, dit-on, menacée, en raison de la gravité des blessures qu'il aurait reçues. Fortement touché au tibia et au péroné, son cas inquiète au plus haut point sa famille et ses soldats craignant pour sa vie, dans les présentes conditions. Dans la photo disponible d'Arnel Joseph, après l'affrontement, il est couché sur une civière comme s'il était placé dans la zone d'attente d'un centre hos-

pitalier, jusqu'à ce qu'on lui trouve une chambre.

Mais il est évident que la blessure exposée laisse voir les os écrabouillés du pied et la chaire vivre presque complètement détachée donnant l'impression qu'éventuellement une décision médicale sera prise pour que le pied soit amputé au-dessous du genou. Quant à Ti-Sourit, qui, selon des informations recueillies sur place, aurait été touché au coup, tout dépend de la gravité de la blessure et des soins qu'il reçoit, il pourrait courir un grand risque, encore plus grave qu'Arnel Joseph.

En tout cas, on ne sait pas si Ti-Sourit est recherché par la Police. On n'a jamais entendu qu'un avis de recherche ait été émis à son encontre. Cela voudrait dire qu'il pourrait bien se mettre en condition de recevoir les soins qu'exige son état, sans s'inquiéter d'une quelconque descente des forces de l'ordre au centre hospitalier où il se trouverait pour l'ap-

préhender.

La situation est bien différente pour Joseph, qui risque de se faire mettre aux arrêts par les forces de l'ordre, au cas où il se serait exposé dans un centre hospitalier en vue de se faire soigner.

Suite à ce grave incident survenu dans l'Artibonite ayant opposé deux gangs armés, qui pourrait annuler totalement le criminel le plus recherché d'Haïti, il semble que la PNH ait trouvé fortuitement un moyen sûr de combattre Arnel Joseph et son armée. Comment alors celle-ci parviendra-t-elle à provoquer la guerre entre les gangs tout en évitant des dommages collatéraux ?

Mais il faut aussi s'interroger sur le futur du gang de ce dernier, au cas où Arnel serait effectivement mis hors-jeu, à la faveur de ce dernier affrontement sanglant. S'il ne compte au sein de son groupe des hommes et des femmes ayant le savoir-faire et l'expérience

nécessaires pour continuer d'assurer le leadership de l'organisation, à la place du puissant chef de gang, il y a de fortes chances que ce dernier s'atrophie avant qu'il ne disparaisse totalement.



ESTANDA VIL NEW YORK POU

SWEN KI MONTRE RESPÈ PANDAN AKOUCHMAN

Ou Merite:



EDIKASYON

Pou w mande ak pou w resevwa enfòmasyon sou swen sante ou, pwofesyonèl swen sante ou ak chwa ou genyen sou fason pou vle akouche a.



DWA POU PRAN DESIZYON

Pou w deside kisa k ap rive ak kò ou ak tibebe w la.



SIPÒ

Pou w resevwa sipò pandan gwosès la, tranche, ak akouchman, ansanm ak apre akouchman tou.



KONSANTMAN ENFÒME

Pou pran pwòp desizyon ou sou tout pwosedi medikal ou yo.



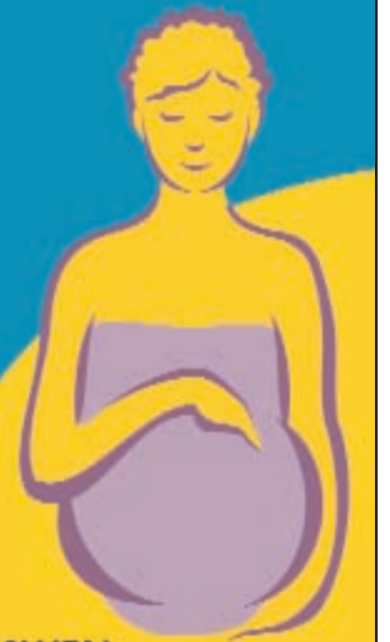
BON KALITE SWEN

Fè eksperyans swen sante ki pi bon kalite.



AK DIYITE EPI SAN DISKRIMINASYON

Pou yo trete w avèk diyite ak respè pandan gwosès la, tranche, ak akouchman, ansanm ak apre akouchman.



Pou jwenn plis enfòmasyon sou Estanda Vil New York pou Swen ki Montre Respè Pandan Akouchman, chèche **SRJ** nan nyc.gov/health oswa rele **311**.

NYC
Health

Bill de Blasio
Majistra
Oxiris Barbot, MD
Manm komisyon

HAITIAN-AMERICANS IN ACTION PRESS RELEASE

Suite de la page 1

Haitian-Americans in Action presents "A Medley of Classical Instrumental and Gospel Music at Carnegie Hall" on Saturday June 29th 2019 at 7:30 Pm, Zankel Hall, Carnegie Hall. We were inspired to organize this extraordinary event to increase public awareness about the humanitarian activities that our organization, and other non-profit sister organizations are undergoing in Haiti to change the lives of the restavek children. We also thought that it would be a great opportunity to showcase the talents of our renowned Haitian Artists living in the New York City area. Our dream expanded beyond imagination when a variety of non-Haitian descent Artists have decided to join hands with us in

this great endeavor. Hence, This event is not only a medley of music but it is also a medley of performers and guests from all over the world united by their great philanthropy for a noble cause.

The Haitian-Americans in Action Organization was formed in 2010 with Haitian-Americans whose sole purpose was to change the lives of Haitians living in the New York City communities and in Haiti. We are a non-profit, self-funded organization that has been in existence for 9 years. We have managed to accomplish great deeds with our limited funding, and have witnessed the difference that it makes in the lives of people. Our organization provides community based programs such as Health Fair, Forums and Seminars on Immigration, Free

Referral to government agencies and other community-based organizations. We provide school materials and funding to schools and charity organizations in Haiti. We have organized Food and Clothing Distribution in Haiti and in the Dominican Republic. We have worked with the French Embassy to offer French Heritage Language classes to francophone students for 2 years. A program that we plan to bring back in the year 2020. We also would like to be able to open free ESL classes to adults living in the Brooklyn area.

The proceeds of the concert will benefit Haitian-Americans in Action Inc. (HAIA), Making the Impossible Possible (MIPO), and Beyond Borders - Ending Child Slavery in Haiti Program. The MIPO organization makes the

impossible possible by providing school supplies, food and clothes to children in Haiti, whose parents cannot afford the costs of tuition, school supplies and other necessities. Beyond Borders is an NGO registered in Haiti that embraces a range of humanitarian programs. Among the programs we point out their Ending Child Slavery program.

The Ending Child Slavery program is a service that picks up restavek children from the streets of Haiti, and from unfit foster care parents who mistreat them. A restavek (child who lives with) is a child confided to a family living in the big city or in the Capital (Port-au-Prince), with the promise of a better life. These restaveks are guaranteed to receive food, clothes, a good education and all the things that their own parents are not able to provide. Unfortunately, 95% of the time, the foster care parents force the restavek to cook, clean and do all the chores of the house. Besides the hard and free labor, the child does

not get to go to school and may sometimes be subjected to psychological abuse, physical abuse and rape. The Beyond Borders Organization offers to these kids and their parents different alternatives for a better tomorrow. The organization helps the restavek parents build their own house, provide them with a small business to support their family on their own, and help send all their children to school.

Indeed, Haitian-Americans in Action (HAIA), Make the Impossible Possible (MIPO), and Beyond Borders invite you to be a part of the Ending Social Injustice in Haiti Movement. We count on your participation at the Benefit Concert and on your support to continue empowering the children of Haiti with the resources that they need; to get themselves out of poverty, and to live life to the fullest.

Delarquy Fleuriot, HAIA
President
Tel # 718-787-5802

ÉVÈNEMENT SPECTACULAIRE DANS LE DOSSIER PETROCARIBE

Jean Max Bellerive se dit prêt à s'en remettre à la justice

Suite de la page 1

les deux rapports d'enquête de la Commission éthique et anti-corruption du Sénat pilotée tour à tour par les sénateurs Youri Latortue et Evalière Beauplan, puis dans le second rapport d'audit de la Cour supérieure des comptes et du Contentieux administratif (CSC/CA), à savoir se battre du bec et des ongles pour faire échec à ceux et celles qui exigent la tenue du procès PetroCaribe.

Dans une interview qu'il a accordée à l'organe de presse en ligne *Gazette Haiti News*, interview publiée dans l'édition du 17 juin 2019, M. Bellerive a déclaré qu'il est : « prêt à me présenter devant la justice ».

À la question de savoir si les accusations portées contre lui, dans le rapport, par les juges de la CSC/CA sont vraies et justes, l'ex-chef de gouvernement de Préval a répondu qu'il n'a « aucun droit de m'attaquer au Tribunal

administratif de mon pays dans les médias ».

M. Bellerive s'est déclaré « prêt à me présenter devant la justice ». Dans l'interview exclusive à *Gazette Haiti*, l'ancien Premier ministre de Préval souligne que son nom est cité « 23 fois dans le rapport et que je prépare ma défense ». Réagissant différemment de Moïse et de ses associés, par rapport au rapport de la CSC/CA, dans la plus grande conspiration pour voler les fonds publics depuis l'indépendance, il continue sur la même lancée. Interrogé sur le bien-fondé des jugements portés dans le document, il déclare sans ambages qu'il accepte le verdict des juges et qu'il s'offre la chance de plaider son cas devant les tribunaux haïtiens, sans que la moindre idée de défier la CSC/CA ne traverse son esprit.

Les anciens Premiers ministres, ministres, directeurs généraux ainsi que d'autres hauts fonctionnaires de l'Etat mis en cause dans l'affaire PetroCaribe,

dans le cadre des premières enquêtes menées par les deux sénateurs, en sus du rapport d'audit de la CSC/CA, y compris Jean Max Bellerive, ont tous été accusés d'avoir participé à cette vaste conspiration de corruption et d'escroquerie au détriment de la caisse publique. Certains de ces hommes et femmes ont riposté de manière clandestine en perpétrant des attaques physiques contre les auteurs de rapport, comme c'était le cas, à l'occasion du lancement d'une bombe lacrymogène au Club Triano où les sénateurs Youri Latortue et Antonio Chera-my tenaient un séminaire, sur le Fonds PetroCaribe, à l'intention de plusieurs centaines de jeunes. L'engin avait occasionné la mort du publiciste de l'Orchestre Tropicana, Jacques Dubois, et fait au moins six blessés.

D'autres personnes, accusées de vol et/ou de détournements de ces fonds, ont fait des attaques dans les médias écrits ou à la radio contre les deux sénateurs, en plus de diffuser des histoires fantas-

tiques les concernant. Quant à Laurent Lamothe, il a son chien d'attaque, en la personne d'un journaliste du Cap-Haïtien répondant au nom de Cyrus Sibert. Il s'autoproclame apologiste de Lamothe, présentant des textes toxiques anonymes de défense de l'ancien Premier ministre, ca4 craignant d'être démasqué.

Mais Jean Max Bellerive a décidé de ne pas rejoindre ses collègues politique sur ce terrain. C'est pourquoi il s'autorise à leur prodiguer de bons conseils. Aussi a-t-il adressé ces paroles à l'adresse de tous ceux qui sont cités dans le rapport d'audit de la CSC/CA : « Le mieux que tous les citoyens ou compagnies indexés puissent faire c'est de se mettre à la disposition de la justice pour se justifier ».

Pour la première fois, depuis qu'évolue l'affaire PetroCaribe, l'ancien Premier ministre se déclare solidaire des petrochal-lengers et de toute cette marée humaine qui descendent dans la rue pour demander la démission

de Jovenel Moïse et la tenue du procès PetroCaribe. Aussi M. Bellerive se déclare-t-il « partisan de la lutte pour la reddition de comptes et soutiens la lutte que mène la population ».

C'est pourquoi il dit, encore dans la même interview, qu'il se propose de mobiliser ses ressources pour que, dit-il : « avec mon cabinet d'avocats, je travaille sur chacun des reproches ou accusations qui me sont faits, afin d'assurer ma défense ».

Et exprimant sa confiance dans le système judiciaire de son pays, il se déclare prêt à assurer sa propre défense.

Jean Max Bellerive n'hésite pas à foncer sur le terrain où il a choisi d'évoluer, dans le cadre du dossier PetroCaribe. D'ores et déjà il contemple le cheminement de celui-ci. C'est pourquoi il dit : « Si je suis reconnu coupable, je paierai pour cela et me libérerai de tout cela, et reprendrai ma vie normalement si je suis innocenté ».

HAITI
OBSERVATEUR

WWW.HAITI-OBSERVATEUR.NET

CA

Lè manke gid, pèp la gaye!

OBITUARY

Jacqueline Paula Joseph died in Miami, Florida, at age 90

We sadly announce, belatedly, the death of Jacqueline Paula Joseph, in Miami, four months shy of her 91st birthday. Born September 18, 1928 in Vieux Bourg d'Aquin, in Haiti's southern department, she passed away May 23, 2019 in Miami. At her request, she was cremated.



Jacqueline Paula Joseph in her eithies.

She is survived by her two daughters, Mona and Marlène, and six grandchildren, the three sons of Mona, who was with her in Miami; and the three daughters of Marlène, who live near their mother in Houston, Texas. Jacqueline's Cuban husband, Angelo Carpio, had preceded her into eternity some 15 years ago.

Jacqueline Joseph was the last living aunt of the Joseph brothers of the *Haïti-Observateur*: She was the daughter of Vêla Desrosiers who, our grandfather, Alcidas Sévère Joseph, married after the death of our grandmother, Judith. My middle name Alcide is the name of Paula's older brother, who passed away several years ago. François, another brother, died in his 30s. But the eldest of her family, Antoine, passed away only three years ago at age 94.

Jacqueline left Haiti — for love — in 1954, to be with the young Cuban who had wooed her away from her two young daughters. The latter were left in Haiti with a close friend of their mother

when she followed her love to Cuba. A few years after Fidel Castro marched into Havana, in January 1959, her husband moved with her to Miami. They were among thousands of Cubans the Castro regime let go in 1980 in what is called the Mariel Boatlift. Between April 15 and October 31, 1980 about 125 000 Cubans arrived from the Mariel Harbor, in Cuba to Miami. A saddle maker by trade, Paula's husband opened his own business in Miami. He then had issues with the Internal Revenue Service (IRS) and decided to move to Spain with his wife. He died there after a short time. Paula, who had no relatives or friends in Spain returned to her daughter and friends in Miami.

Through the late Paulette Rinchère-Gerike, a friend of Paula, who happened to have been close to my brother Léo, we found the cousins we had never known and met before, and later our aunt with whom we had lost contact for about three decades. On learning that Léo's paternal family was from the Jonc Dodin-Vieux Bourg d'Aquin area, Paulette queried Léo about



Jacqueline Paula Joseph in her twenties.

his family, including about her ex-husband Alex Saint-Urbain, a cousin of both Paula and the Joseph brothers. Thus, was made the connec-

tion with our aunt Paula of whom the family, including her daughters, knew nothing for years. Meanwhile, the friend, who adopted the two sisters, immigrated to New York with them.

After years in New York, Mona settled in Miami, Florida with her three boys, and shopped in the same supermarket where her mother shopped without either one knowing the existence of the other living so close by. After so many years living in Cuba, Paula, who had no contact with Haitians during that time, could no longer speak French or Creole. She had to go back to school to learn her mother tongue all over again. Then she decided to make a trip to Haiti to look for her two daughters. In Port-au-Prince, she found Antoine, her oldest brother, who informed her that Mana and Marlene had immigrated to the U.S. with their adopted mother, and were living in Miami. Mona reunited with the mother she had not seen since she was two years old. And Marlène, who was living in New York at the time, traveled to Miami to meet the mother she never knew. Thus, Jacqueline became reunited with her two little girls who, by then, were fully-grown women, with children of their own.

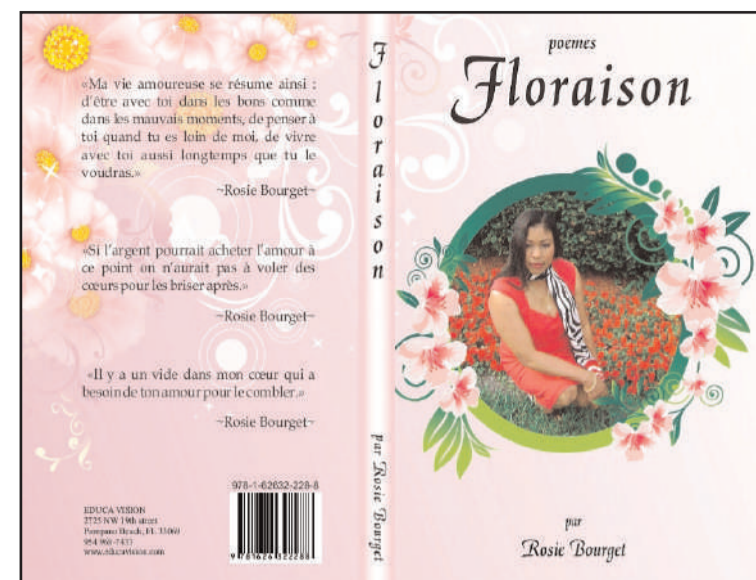
Formally, we present our condolences to our cousins, daughters of the deceased: Mona and Marlène and their respective families; as well as to the children of her deceased bothers: Antoine and Alcide Joseph still living in Haiti and in the United States; also to the many nephews and nieces of the deceased; in addition to the children of her long-gone half-brothers: Noémie Sévère Joseph, Lelièvre Sévère Joseph and Salomon Sévère Joseph; as well as to her half-sisters: Clérída Sévère Lalane and Julia Sévère Louis-Jean, Amanthe Attignol and Maricile Poinson, all nées Joseph. Condolences also to the families Joseph, Attignol, Lalane, Louis-Jean and Poinson and their extended families.

Raymond Alcide Joseph

HAÏTI-OBSERVATEUR EN LIGNE



En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.



DR. KESLER DALMACY

Board Certified
& Award
Winning
Doctor

Cabinet Medical
Lundi – Samedi: 11 AM – 7 PM

<p>Examen Physique sur écoliers Traitements pour douleurs, Fièvre Immigration Planning familial Infection</p>	<p>Tumeur Hémic Circoncision Tests de sang et de grossesse Grippe</p>
---	---

♦ MÉDECINE CHIRURGIE ♦
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

St. Joseph's Church in Carcasse, Haïti was completely destroyed by Hurricane Matthew in 2016

Please Help Rebuild



Online Donations can be made at:
www.gofundme.com/carcasse-haiti-church-rebuild-fund

Checks payable to:
St. Mary's Church – PO Box 67 Barnesville, MD 20838

Write "Haiti" on the memo line

NOTE DE PRESSE

LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTILA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

Vient de sortir des presses des « Éditions Aupel » (Canada), le TROISIÈME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1^{ère} femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » ».

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanesque, issue d'une ardeur presque sacerdotale et



Ertha Pascal Trouillot, avocate.

d'une ténacité sans faille pour illustrer le passé historique d'Haïti à travers ses acteurs, témoins ou assistants qui ont forgé l'idéal de ce coin de terre. Œuvre patiemment élaborée pour être livrée dans sa forme achevée :

Présentation parfaite — Haut de gamme Reluire soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile .. Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, collige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes, de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparpillées et inédites, ect.

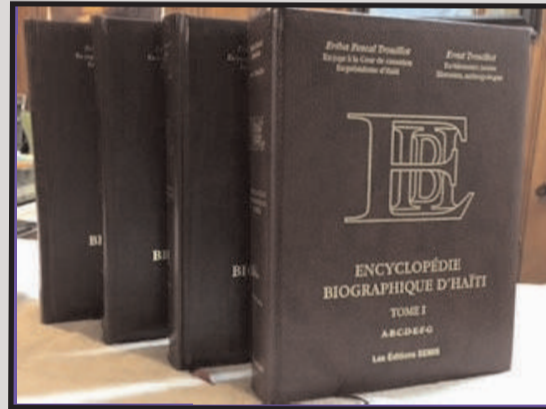
« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Com-

me le soutient le préfacier du 3^{ème} tome : « *Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas* ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d'Haïti et son épopée viennent s'abreuver à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.



Ertha Encyclopedie Book Picture

FAITES VOTRE COMMANDE, TOME I ; 2 ; 3 ; 4 ; OFFREZ EN CADEAUX POUR : ANNIVERSAIRE, FIANÇAILLES, MARIAGE, NOUVEL AN, GRADUATION, SOUVENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE, UNIVERSITAIRE, CONCOURS DE TOUT GENRE, PRIME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CADEAU PRÉSIDENTIEL, DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler : « ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE : 347 – 697 – 9457

Adresses : a) E – MAIL :

Ertha@erthavision.com

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

GLEN OAKS, NY 11004 - 0309

BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR SAUVER DES VIES

La clinique JACQUES VIAU du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une AMBULANCE

EQUIPEE et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.



Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médical.

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgence.

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.

Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Bò isit, bò lòtbò y ap kouri dèyè vòlè, chasè tounen jibye !

Selon sa n wè e sa n tande, se tout bon, vòlè nan pwoblèm vre. Kit se nan dyaspora a, kit se lakay, se menm bagay la n ap tande : « *Aba vòlè ! Bare vòlè ! Pote kòd pou mare yo* ». E si nou pa ka jwenn kòd pou mare yo, pase mennòt la nan ponyèt yo. Sa fè m sonje pawòl ki di « *Youn jou pou chasè, youn jou pou jibye* » a. Enben, pèp ayisyen, ke bann vòlè yo t ap trete tankou jibye, revòlte. Kounye a se chasè yo ki vin tounen jibye.

Avèk rezo sosyo yo, k ap resevwa mesaj ki sot toupatou, anvan w bat je, yo ba w nouvèl la kote w chita sou ti chèz ba w. Se konsa depi vandredi ki sot pase a,



Jovenel Moïse's Chief of Staff Nahomme Dorvil always on the spot.

vandredi 14 jen an, video bay bagay la byen klè, kote youn gwoup Ayisyen ap kouri dèyè Michèl Mateli, Swit Mimi, y ap rele byen fò : « *Bare vòlè a ! Ou pa wont mache sou mounn ?* » Se kouri yo kouri foure Mateli nan youn machin blanch pou msye pa t gen tan pran kou. Paske jan m te tande mounn yo byen chofè, ap joure manman Mateli, itilize menm gwo mo sal li konn itilize pou joure manman Ti Lili — *g... mm w !* —, vòlè, w ap fout remèt lajan PetwoKaribe a », se pa jwèt. Nan kè m, mwen te di sa w simen se sa w rekòlte.

Men jouman nan lari a se te twòkèt la, chay la te dèyè. Menm vandredi a, msye pran menm klas nouvèl li te pran lè l te sance bay youn konsè nan Monreyal, Kanada, le 22 mas nan lasware. Fwa sa a, malonnèt la pa t osi boule jan pa Kanada a te pase. Kòm nou sonje, nan Kanada, yo te tann jou konsè a menm, le 22 mas, avan midi, lè pou l t a l monte avyon nan Miami pou l al Monreal, pou yo te ba l mesaj la : Ou pa gen viza pou Kanada. Nan aewopò Miami, msye rale paspò diplomatik li, « *Se ansyen prezidan Ayiti mwe ye !* » Epi menm repons la : « *Wé, mesye, nou konnen. Men mesaj la sou konpitè a, li di : ' Pa de viza pou ou, mesye' »* Se kòm si yo te bay mssye youn souflèt marasa.

Men bò isit, nan Nou Jèze, (New Jersey), yo te fè msye konnen plis pase 24 è davans ke konsè li te sance pral bay samdi swa, 15 jen an, anile. Se nan Union, N.J., nan oditoryòm gwo legliz Grèk Otodòks Sen Demetrios la li te pral layite kò l ak tout

ekip malveyan l yo. Pou mounn ki di se pa vre, enben men adrès la : *721 Rahway Avenue, nan Union, New Jersey*. Al tcheke pou n wè si se pa sa.

Atò ki sa k lakòz nouvo souflèt sa a ? Pwopriyete plas la di yo jwenn anpil mesaj ki denonse Swit Mimi an kòm youn endividid ki pa respekte fanm lè lwa sanzave l monte l. Se lè sa a li joure fanm alèz, di gwo mo sal ke mounn pa ka repete nan lasosyete, ou menm ekri nan jounal. Gen de fwa, li wete rad sou li, mete youn ti kilòt sou li ap pran pòz Ti Simòn ni sou mounn. Epi yo di tou gen youn pawòl ki rive jouk nan zòrèy yo pou di ke mesye atis sa a se ansyen prezidan Ayiti a ki vòlè kantite milyon nan lajan PetwoKaribe a. Donk, mounn konsa pa ka vin pèfòme nan oditoryòm legliz yo a. Se konsa bal la te tou anile nan Nou Jèze.

Antouka, avèk zanmi tankou Jojo Lòkè (Lorquet) epi Wowo Nèlson (Roro Nelson), avèk lòt ankò ki gen tan souse youn ti zo nan PetwoKaribe a, yo te ranje youn lòt bagay pou Swit Mimi an pou jou « *Fête des pères* » la nan dimanch swa, nan restoran Meli-Melo ki nan Valley

Spring, Long Island, pa twò lwen lavil Nouyòk. Se la msye t al geri bosko l. Men youn ventèn Ayisyen te debake lòtbò a ak pankat ki make : « **MARTELLY WANTED** » (Lapolis ap chèche Mateli). Epi yo t ap voye slogan monte : « **YOU ARE A DRUG DEALER** » (Ou se machann dwòg). Nou te wè 2 machin Polis epi de twa polisye ki kanpe ap gade, pandan manifestan yo kontinye lage pawòl ki pa ka fè Mateli ak ti sousou l yo kontan. Yo kouri pase ak msye nan pòt pa dèyè pou l pa t pran kèk sabò. Vrèman, msye tounen sa nou di an franse « *un pestiféré* » (youn kadav santi).

Fò m fè remake tou, jan bal



Jovenel Moïse.

Swit Mimi yo te konn atire anpil mounn, se sèlman youn karantèn kit e brave danje ase pou you te vin patisipe nan sa a.

Antretan, ann Ayiti, jan bagay yo ap pase, m oblije itilize pawòl youn zanmi ki di m, « *Pa gen dyòl pou n esplike sa k ap pase a !* » Jis kounyea, Jovnel Moyiz ap kalbende. Li te menm gen kouraj al pale nan vennsenkyèm anivèsè Polis la, nan dat 13 jen an. Li di : « *Si te gen bagay ki te pase mal nan konpayi a avan mwen te menm kandida pou prezidan, dokiman yo la. Fòk Lajistis fè travay li. ... Men politik se chita tande, se konpwomi. Fòk gen*

chita tande ant nou tout ».

Poutan, nou pa wè kilès ki pral chita ak Jovnel Moyiz nan kote n rive la a. Pandan l ap di « *Fòk gen youn chita tande* », li lage ti pwopagandis li yo al bave sou dezyèm rapò « *La Cour supérieure des comptes et du Contentieux administratif (CSC/CA)* » la, ki montre klè tankou dlo kokoye ke Jovnel Moyiz, an tan ke prezidan *Agritrans*, konpayi bannann ni an, te ouvri youn lòt konpayi ki rele *Betexs* pou fè menm travay la, nan menm dat, ki gen menm nimewo fiskal epi menm anplwaye yo. Bagay la tèlman lèd, *La Cour supérieure* di se te « *konfyolo ant zanmi pou vòlè lajan Leta* ».

Wi, se konsa nou menm nou esplike pawòl « *collusion, favoritisme détournement de fonds* » ke *La Cour supérieure* te itilize pou di sa bizismann Jovnel Moyiz te fè a. Nou menm, nou ajoute youn lòt mo. Se *fwòd*, (*fraude*, an franse), paske lajan PetwoKaribe li te pran an pou swa-dizan al repare wout pa t janm itilize pou sa. Se lajan Swit Mimi te fè Travo piblik pran nan lajan PetwoKaribe a pou bay kandida li te chwazi pou ranplase l sou chèz boure a. Kòm bon jan visye, vòlè, se li ke Swit Mimi an



De facto Prime Minister Jean Michel Lapin, no business to run.

konnen ki te ka kenbe chèz la cho ase pou li jiskaskè l tounen vin pran zafè l nan lane 2022. Enben, pou sa sèlman, nou deja di l, e n ap repete l, Jovnel pa ka nan Palè a toujou. Se youn prezidans ki chita sou fwòd, sou lajan Leta yo vòlè pou fè kanpay elektoral pou l vin prezidan.

Se sa pèp la konnen ki fè nou wè y ap manifeste jan y ap fè l nan tout peyi a, soti Okap desann jouk Okay an pasan pa tout lòt vil yo. Pèp souvren di fwa sa a li p ap rete sèlman nan manifestasyon pasifik, l ap pase youn vitès siperyè, paske pa gen fason pou chat 2 pye a kontinye kòm prezidan peyi a. Yo di se mobilizasyon manch long, jiskaskè Jovnel Moyiz rache manyòk li bay tè a blanch. Men msye di li pa pral okenn kote. Nou pral wè sa. Nan boul kristal nou, nou wè pita pi tris.

Antretan mwen tande ti souflantchou yo ki vin ak youn defans pou prezidan yo a. Yo di lajan *Agritrans* te pran an pa menm rive youn milyon dola vèt, epi se sou prezidan Jovnel Moyiz yo vin lage tout chaj la. Li te mèt 100 dola, jan l te ranje pou l vòlè kòb la, fòk gen youn egzanp ki trase sou li kòm sitwayen nimewo 1 Repiblik la. Si anvan li te monte prezidan li te deja nan vòl, ale wè ki dega li gen tan fè diran 28 mwa li gen tan pase kòm prezidan. E lè n pase pran madanm ni ki deja fè kont koutay li nan dosye « *kit skolè* » — liv, kaye, kreyon, elatriye pou lekòl ti mounn — ke gouvènman de-bouse kantite lajan pou yo e ke madanm nan ranmase met nan



Like Comment Share



Michel Martelly ou Sweet Mickey travesti pour le Carnaval 2017

kont anbank li; lè nou konnen kijan li rantrè nan dosye *Dermalog* la, konpayi alman yo bay kontra anba tab; epi lè n fè youn lòt pase sou lajan « *Karavan Chanjman* » an, ki an pàn depi yon bon bout tan, nou ka konprann kijan yo dekouvri Jovnel Moyiz gen 257 milyon dola nan *FBS Banking*. Donk, kesyon ke se youn « *ti vòlè* » li ye, se pa li ki pran plis lajan an, pa youn agiman yo ka vin itilize ak nou. *Tout vòlè se vòlè*, e lè l te prete sèman kòm prezidan, li te deja gen gwo akizasyon Nèg ki t ap depoze lajan sal labank. Nou konn katon an, lajan dwòg

Se yo tout ki pa ka nan plas Leta, a nenpòt ki nivo, si se vre nou pral fè **Pwosè PetwoKaribe a** ! Nou pa bezwen gwo filozòf pou n konprann sa. San dout, nou te tande sa prezidan Jovnel Moyiz te di sou kesyon rapò Komisyon etik e anti-kòripsyon senatè Evalyè Boplan (Evaliyè Beuplan) an. Se nan gwo kapital franse a, a Pari menm, li te ye nan dat 12 desanm 2017 la lè l t ap pale ak youn gwoup Ayisyen k ap viv an Frans. Li te di : « *Sou gouvènman m p ap gen pèseksyon politik* ». Li pa bezwen di nou plis. Nou pa ka konte sou li pou « **Pwosè**



Michel Martelly ou Sweet Mickey exposant son cul lors d'une prestation avant d'être élu président.

ak lajan ki fèt nan tout klas move zafè. Se tout bagay sa yo ki fè ke fòk gen youn egzanp ki trase avèk Nèg ki piwo nan Leta a. Se youn fason pou tout lòt k ap vin apre l yo konnen sa k ka rive yo tou si yo vòlè menm 100 dola nan lajan Leta !

Gen youn lòt gwo rezon pou n kòmanse ak Jovnel Moyiz. Avoka Andre Michèl (André Michel) gen youn pawòl li di souvan ki gen tout epòtans li. Li di : « *Vòlè pa ka jije vòlè parèy yo* ». Natirèlman, menm si n ta admèt ke Jovnel se youn « *ti vòlè* », li p ap ka jije « *gwo vòlè* » yo. Yo nan menm relijyon vòlè a.

PetwoKaribe a ». Kisa nou pa ka konprann nan atò ! pwosè a fèt tout bon, nou pa ka gen Jovnel Moyiz alatèt gouvènman an. Paske tout tan se li ki la, se sere li pral sere pou vòlè parèy li. Se nòmal. Donk avan plis dega fèt nan peyi a, dega ki ta ka menm mennen nou nan youn sityasyon Vilbren Giyòm Sam (Vilbrun Guillaume Sam), nou ta konseye Jovnel Moyiz bay demisyon l anvan sa vin pi grav. *Larivyè avèti pa touye kokobe !*

Grenn Pwonmennen, 19 jen 2019

LA COMMUNAUTÉ HAÏTIENNE INVITÉE À CARNEGIE HALL

Un concert de musiques classiques instrumentales et de gospels

Suite de la page 7

stir les profits réalisés dans l'œuvre humanitaire et des initiatives communautaires, tant en diaspora, en Haïti et ailleurs.

En effet, le samedi 29 juin, à partir de 7 heures p.m., la communauté haïtienne de New York aura l'occasion de revivre les moments inoubliables d'une époque révolue au cours de laquelle des artistes haïtiens et internationaux se donnaient rendez-vous aux salles de spectacles de New York et d'ailleurs. Grâce à l'heureuse initiative d'un couple haïtien (Delarqy Fleuriot et Asnath Bertin, respectivement président et vice-présidente de la Haitian-Americans in Action), soucieux de relancer en diaspora les expressions culturelles et artistiques auxquelles sont attachés les Haïtiens en général, ont conçu l'idée d'offrir un concert à l'intention de la communauté à l'une des salles de spectacle les plus prestigieuses de New York, le Zankel Hall de Carnegie Hall.

Le dépliant distribué par les dirigeants de la « Haitian-Americans in Action », en guise de publicité pour l'événement, met à l'affiche plus d'une douzaine de musiciens qui vont conjuguer leurs talents en vue d'offrir un pot-pourri de qualité susceptible de plaire au public. Vont se succéder en scène : les frères Altino, Sheimyrah Mighty, Michael Gayle, Noreen Greenwood, Ernest Kébreau (Euneek), Les Deer Park Dream Dancers Academy, Asher Laub, Susan Aquila, Eben Ezer S.D.A. Youth Choir, Voice of Worship et bien d'autres.

Dans le passé, les familles haïtiennes établies à New York, à Montréal (Canada), Chicago (Illi-

nois), Miami (Florida), Boston, (Massachusetts), Stamford (Connecticut), pour ne citer que ces villes), venaient en foule applaudir des artistes tels que Ansy Derose, Yolle Derose, Joe Jack, Gérard Dupervil, le Super Jazz des Jeunes, ainsi que d'autres ambassadeurs de la culture musicale haïtienne, latino-américaine, de la Caraïbe et même d'Europe, dont les concerts étaient exceptionnellement appréciés.

Impliqué à fond dans l'œuvre humanitaire

Fondé depuis déjà neuf ans, la Haitian-Americans United se consacre totalement à l'œuvre humanitaire. Avec le peu de ressources personnelles à leur disposition, M. et Mme Fleuriot ont déclaré avoir financé toute une série d'initiatives en Haïti. Les organisateurs et bailleurs de fonds de l'événement ont expliqué qu'ils ont décidé d'offrir ce spectacle, afin d'inciter la communauté haïtienne « à prendre conscience des activités humanitaires que notre organisation et d'autres entités sœurs à buts non lucratif mènent en Haïti, en vue de changer la vie des enfants restavèk ». Dans la foulée, ils ont aussi précisé qu'il s'agirait d'une « excellente occasion de mettre en valeur nos artistes haïtiens de renom évoluant dans la région de New York ».

Delarqy et Asnath ont souligné que « notre rêve s'est développé au-delà de notre imagination lorsqu'une variété d'artistes non haïtiens a décidé de se joindre à nous dans ce projet ». Ce qui inspire cette phrase célèbre montée en épingle dans le dépliant sur le concert : « Cet événement n'est pas seulement un pot-pourri, mais aussi un ensemble

d'artistes et d'invités, venus de tous les coins du monde, unis par leur grande philanthropie par rapport à une noble cause ».

Au service de la communauté, à New York, en Haïti et ailleurs

Depuis sa création, en 2009, la Haitian-Americans United s'est penchée sur les besoins de la communauté haïtienne, tant en diaspora qu'à la mère-patrie. Les domaines d'intervention de l'organisation sont les suivants : foires de santé, forums et séminaires sur l'immigration, références gratuites à des organismes gouvernementaux et à des organisations à vocation communautaire; aussi bien que la distribution de fournitures scolaires et financièrement aux écoles et organismes caritatifs en Haïti; distribution également de nourriture et de vêtements en Haïti et en République dominicaine. En collaboration avec l'ambassade de France, Delarqy et Asnath disent avoir organisé des classes d'héritage du français à l'intention d'élèves francophones durant deux ans, programme qui sera repris, font-ils croire, l'année prochaine. Les responsables de la Haitian-Americans in Action souhaitent pouvoir introduire prochainement un programme d'anglais en tant que seconde langue (English As a Second Language — ESL), à Brooklyn, dont les cours seront offerts gratuitement.

Au secours des victimes du phénomène des restavèk

L'initiative phare de la HAC consiste à porter secours aux enfants victimes du phénomène du «

restavèk ». Il s'agit, comme on le sait, de parents économiquement dépourvus ne pouvant assurer l'éducation de leurs enfants qui les confient à des familles dans les villes à cette fin. Mais la plupart du temps, ces enfants sont mal traités, ayant peu ou pas d'accès à l'école, réduits à travailler comme des bêtes de somme, et affectés aux soins des enfants de familles de placement plus âgés qu'eux. Dans le cadre de l'appui financier accordé dans ce domaine, les décideurs de la HAC sont impliqués par procuration dans ce domaine, finançant des organisations basées en Haïti qui se donnent pour mission de voler à la rescousse de ces enfants infortunés. La Haitian-Americans in Action se donne pour objectif, tel qu'indiqué dans le dépliant publicitaire du concert, « la fin du programme d'asservissement des enfants ».

Delarqy et Asnath ont expliqué que l'organisation responsable de libérer les « enfants esclaves » procède de la manière suivante. Quand il y a des raisons de croire que des mineurs trouvés dans les rues sont des « restavèk », ils sont interrogés brièvement avant d'être poursuivis jusqu'aux lieux de leur résidence où les adultes sont questionnés en vue de corroborer les révélations des enfants. Cette première phase est suivie d'un voyage, généralement en provinces, pour rencontrer les parents biologiques de ces enfants. Après plusieurs entrevues avec ces derniers permettant de confirmer le statut de « restavèk » des enfants, les parents sont en quelque sorte pris en charge, bénéficiant alors d'une subvention leur permettant de commencer des activités commerciales ou bien de se doter de

moyens de devenir financièrement et économiquement indépendants, en sus de rapatrier définitivement leurs progénitures, victime des familles qui les exploitaient sans vergogne.

En effet, selon ce qu'on peut lire dans le dépliant sur le concert, les parents des enfants confiés à des familles de placement, habitant principalement à Port-au-Prince et dans d'autres villes d'Haïti, s'attendent à ce que leurs fils et filles jouissent d'une vie meilleure, notamment être nourris, logés, blanchis, vêtus, en sus d'avoir accès à une éducation solide et à d'autres avantages auxquels leurs parents ne peuvent prétendre. Les enquêtes menées sur la vie de ces enfants ont indiqué que, dans de nombreux cas, ils sont l'objet de pires traitements, allant jusqu'à subir des abus sexuels, voire même de viol.

M. et Mme Fleuriot ambitionnent d'aller encore plus loin, dans le cadre de leur engagement dans l'œuvre humanitaire, en Haïti aussi bien qu'en diaspora. Aussi comptent-ils beaucoup sur la réussite de ce concert. En tout état de cause, ceux qui prennent le temps de répondre présent, au rendez-vous du samedi 29 juin, au Carnegie Hall, auront l'avantage de prendre un bain de culture, tout en faisant une généreuse contribution à l'avancement des projets de la Haitian-Americans United.

A coup sûr, à la lumière de tous ces faits, on peut dire que le versement d'une contribution de USD 45 \$ ou de USD 70 \$ pour l'achat d'un billet constitue un grand investissement dans l'œuvre humanitaire aussi bien qu'à la promotion de l'art en général.

L.J.

JOVENEL MOÏSE TOUJOURS SUR LE BLANC POUR SE MAINTENIR AU POUVOIR

Le peuple mécontent occupe la rue, et y reste.....

Par Léo Joseph

La rue gronde ! La rue gronde ! Impossible de savoir quand le rasle-bol du peuple va l'inciter à envahir la pelouse du Palais national ou à montrer le nez à la résidence privée du président sans



Jovenel Moïse, président nulle part.

pouvoir à Pèlerin 5. Après avoir investi les rues de la capitale et des villes de province, depuis bientôt une semaine, aucun signe n'apparaît indiquant que le peuple souverain est sur le point de regagner ses pénates. Mais Jovenel Moïse semble perdre le nord, car s'imaginant que les manifestants vont finir par se fatiguer d'endurer la chaleur, la poussière et la soif, comme c'est toujours le cas. En plus de miser sur le Blanc pour venir à la rescousse. Telle est la raison pour laquelle il a invité une délégation mixte des Nations Unies et de l'Organisation des États américains (OEA) pour

4 millions de manifestants, dans les rues de Port-au-Prince, Pétienville, Arcahaie, Léogâne, Petit-Goâve (Ouest), Jacmel (Sud-Est), Miragoâne, Petite Rivière, Baradères (Nipes), Jérémie (Sud-Ouest), Cayes (Sud), Saint-Marc, Gonaïves (Artibonite), Port-de-Paix, Trou du Nord (Nord-Ouest), Cap-Haïtien, Limbé, Pilat (Nord), Fort-Liberté, Ouaniminthe, Belladère (Nord-Est), Hinche, Saint Michel de Latalaye (Centre) sont la réponse à l'argument cher aux PHTKistes revendiquant les 500 000 électeurs ayant porté Jovenel Moïse au pouvoir. En clair, entre 500 000, qui ont voté Moïse, et les 4 000 000 qui demandent qu'il démissionne « immédiatement » l'équation perd définitivement son équilibre.

Les funérailles de Jovenel Moïse célébrées aux Cayes

La ville des Cayes, dans le département du Sud, surnommée « ville paisible », car ayant rarement fait des vagues à l'occasion des remous politiques, a drainé dans les rues une foule immense, au point de faire dire à plus d'un « On n'a jamais vu tant de manifestants dans les rues avant ». Les

Les funérailles de Jovenel Moïse célébrées aux Cayes

17 juin, avant de semer ses « cendres » à la Plage de Gelée, au sud de la ville.

Depuis que le mouvement a été déclenché, le dimanche 9 juin, les manifestations n'ont pratiquement pas cessé aux Cayes. Pour cette ville, Jovenel « mort » ne peut pas être président.

À Port-au-Prince, notamment, le lundi 17 juin, les manifestants ont été mobilisés sur plusieurs fronts, au moins une vingtaine, pour se converger vers l'aire du



Le ministre des Finances Ronald Decembre.

Champ de Mars où ils allaient faire sept fois le tour du Palais national, en guise de réinterprétation de la scène des Israélites faisant sept fois le tour de Jéricho, sous la direction de Moïse. Ce qui avait provoqué la chute du mur et

Suite en page 12

Queens Village Primary Medical Care

Doctor on the go!

We come to you



We have brought back the good old days of the old-fashioned doctor house call, but with the latest in medical technology. We provide high quality expert health care to you in the comfort of your own home. You will receive the personal and compassionate attention that you deserve without the inconvenience, lengthy waits, expense of travelling, and exposure to other sick patients, all associated with doctors offices.

Providing high quality, comprehensive and compassionate care for over 30 years.



We offer the following comprehensive services:

- Annual medical Exams
- EKG
- Urine analysis
- PPD screening
- Vaccinations
- Vitamin B12 shots
- Screening for Diabetes
- Screening for Asthma
- Screening for Cholesterol
- Screening for sickle cell
- Screening and Treatment for Dementia
- Screening and testing for vascular disease and nerve pain

And many other Dx test and referrals

DOCTOR ON THE GO

To schedule a home visit

Call us at 347-952-4417

Or visit us at

www.doctoronthe.go.com

Queens Village Primary medical Care

92-04 Springfield Blvd

Queens Village, NY

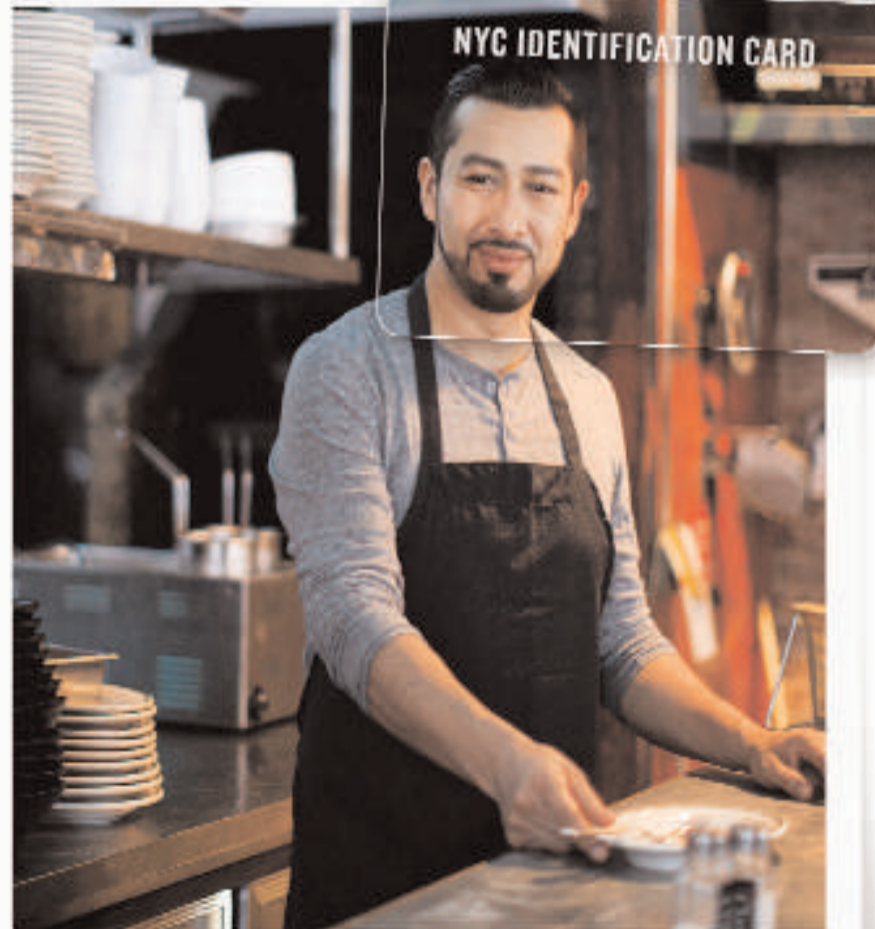
Phone: 718-465-3040 Fax: 718-464-9063

Email: info@queensvillagemedicalcare.com

Aryel Nicoleau, MD, FACP, FAG

American Board of Internal Medicine

Certification in Geriatrics



Yon pyès idantite valab
ka ouvri anpil posiblite.

Ou ka ouvri yon kont
labank, pa egzanp.

Fè yon IDNYC. Ou ka itilize kat idantifikasyon gratis nan NYC, ou a pou ouvri yon kont labank. Epitou kat IDNYC ou a ka ede ou jwenn aksè gratis nan klas sou entènèt ak sèvis Minisipalite vil la; ansanm ak rabè sou tikè, preskripsyon, ak manje. Se kat sa a ki louvri tout pòt nan tout vil la.

Tout rezidan Vil New York ki gen 10 zan oswa plis kalifye pou aplike.

Rele 311 oswa ale sou nyc.gov/idnyc



REGARD DE LA FENÊTRE

Haïti sous l'empire de la post-démocratie

Par Michelle Mevs

C'est au nom de la démocratie que les puissants amis d'Haïti, réunis au sein du CORE Group, réclament la permanence du régime PHTK en Haïti, malgré le rejet populaire pour mauvaise



Michelle Portes Mevs

gestion, corruption et crimes. Depuis plus de deux décennies, la démocratie est en processus de mutation. Oui, peuple haïtien, nous ne sommes plus en démocratie, mais en **POST-DEMOCRATIE** dans le monde, et cela vaut également pour Haïti.

Pour mieux comprendre ce qu'est la post-démocratie, reprenons les paroles de Sonya Faure dans les pages de *Libération* où elle explique ce que char-

Origine du concept post-démocratie

« Cette idée était à la base de l'institution des autorités indépendantes de l'Union européenne – la Cour de Justice, la Commission et la Banque centrale – aux mandats précis et techniques, dégagés de la politique et de ses enjeux nationaux, dans le but ultime de réaliser l'unité du continent européen ».

Entre temps, « À côté de la post-démocratie technocratique a émergé une post-démocratie autoritariste comme celle de Chavez au Venezuela, d'Orbán en Hongrie ou d'Erdogan en Turquie, (de Bolsonaro au Brésil), etc... »

A bien considérer Haïti serait pris dans la nasse post-démocratique des visées du régime PHTK, comme nous l'expliquons plus en avant.

Ce sont des dirigeants élus, et bien élus, mais une fois l'élection passée, ils considèrent que le peuple ne fait qu'un avec eux, qu'il les habite. L'ennemi, pour eux, c'est la séparation des pouvoirs. A l'autoritarisme soft des technocrates répond l'autoritarisme plus sanglant d'un Erdogan, souligne un économiste et politologue de l'université de Galatasaray. (Source France - Culture).

Malgré le clivage extrême, qui existe entre un pays développé et un pays comme Haïti, qui fait partie du quart-monde, il est certain que le passage de la démocratie à la post-démocratie

délivrer ses promesses de campagne.

La relation entre la démocratie et le populisme post-démocratique

Jacques de Coulon écrit : En France, le populisme fleurit sur les terres en jachère d'une démocratie à bout de souffle. Le besoin



De gauche à droite, le sénateur Rony Célestin, l'ex-Premier ministre Jean Henry Ceant et le président Jovenel Moïse.

liberté face aux menaces du terrorisme et aux craintes souvent fantasmagiques d'une immigration massive qui supplantera notre culture. En France, pays des libertés, une enquête Ipsos

choisir un régime autoritaire plutôt que le modèle démocratique actuel. Et lors des dernières élections législatives, l'abstention est devenue majoritaire.

L'impact extérieur sur la politique haïtienne et l'avenir du pays

Il arrive qu'en Haïti l'insularité nous dicte une conception erronée de la manière dont évolue la politique intérieure du pays. Au prime abord, nous avons tendance à penser que seuls les événements locaux ont un impact décisif sur le présent et l'avenir du pays. Même si nous n'y croyons pas tout à fait, nous savons, en effet, pour le subir, que le local n'est pas l'unique facteur probant à la tournure des choses. Bien au contraire. S'agit-il d'un déni conscient ou de la conséquence du mythe local prétendant que Haïti soit entièrement libre de décider de son propre destin ?

Ceci-dit, peu importe, car il y a un monde ailleurs, une haute sphère, les grands décideurs de ce monde, qui mènent les directives



Pancarte sur Jovenel Moïse invitant ses partisans à une marche déclarée annulée.

de sécurité et le désir d'un pouvoir protecteur semblent aujourd'hui primer sur l'aspiration à la

pour Le Monde publiée le 7 novembre 2016 montre qu'un Français sur cinq serait prêt à

Suite en page 15



De gauche à droite, au premier plan, l'ex-Premier ministre Jacques Guy Lafontant, le président Jovenel Moïse et le sénateur Youri Latortue.

rie ce vocable dans les pays européens :

« Derrière leur apparence démocratique – les élections ont bien lieu, la liberté d'expression et le pluralisme sont assurés, les partis politiques existent encore –. Cependant, nos sociétés ne donneraient plus aux citoyens la place qui leur revient. (Puisque dans les faits) Les décisions sont prises ailleurs, par d'autres : au sein des lobbys, dans les grandes entreprises dont le lien avec les élites politiques s'est resserré ou dans les institutions supranationales comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ». De plus, il est important de noter que « la notion de post-démocratie reflète également un débat sur la gouvernance de nos sociétés ... parvenues à un stade de complexité que, selon certains, seuls des experts peuvent gérer ».

populiste exhibe bien des similitudes dans ces deux mondes.

D'autant plus que, dans le cas d'un pays tel qu'Haïti, où la population est analphabète et sans recours, où le système flanche, il semble logique, tout en étant inacceptable, que le président élu se croit en droit de passer-outré à la volonté populaire; se croit en droit de s'ériger en individu le plus éclairé de tous les citoyens : pour se transformer en dictateur de facto et commandeur, dirigeant dans le mépris, les revendications de la masse. Il s'évertue à contrôler les autres pouvoirs, le législatif et l'autorité judiciaire, les forces de police, les privant du nécessaire mécanisme servant d'équilibre démocratique. Son objectif majeur consiste à consolider son régime. Par exemple, Jovenel Moïse, l'actuel président d'Haïti, est arrogant mais décrié pour son échec patent à assurer le bon fonctionnement de l'Etat, à

→ Èske ou an reta ak peyman taks sou pwopriyete ou yo? Gen posiblite pou nou ede ou.

Pwogram Taks sou Pwopriyete ak pou Repouse Enterè (NYC Property Tax and Interest Deferral Program, PT AID)

- Ede ou rete lakay ou ak pou yo pa mete pwopriyete ou nan lavant poze-sele taks
- Repouse yon pati, oswa nan kèk ka, tout peman taks sou pwopriyete a
- Pèmèt ou fè peman ki abòdab
- Kreye swa plan akoutèm oswa alontèm

Jwenn plis enfòmasyon epi aplike sou www.nyc.gov/ptaid.

NYC
Department of Finance

ÉDITORIAL



L'affaire PetroCaribe : Le modèle Jean Max Bellerive

Cela fait déjà plus de huit ans qu'*Haïti-Observateur* dénonce Jean Max Bellerive, ex-Premier ministre de feu le président René Prével, pour avoir été partie prenante de la dilapidation du Fonds PetroCaribe. Durant toutes ces années, il n'a jamais rompu le silence, excepté une ou peut-être deux fois, en passant, pour exprimer son innocence, mais sans jamais donner dans une plaidoirie agressive pour tenter de se défendre.

Mais à la suite de la publication du deuxième rapport d'audit des milliards de dollars générés par la vente des produits pétroliers livrés par le Venezuela, M. Bellerive se distingue de tous les hauts fonctionnaires de l'État et des entreprises épinglés, d'abord dans les rapports Latortue et Beauplan, et maintenant dans celui de la Cour supérieure des comptes et du Contentieux administratif (CSC/CA).

En effet, quelle que soit l'opinion qu'on avait de Jean Max Bellerive, il faut commencer par le voir à travers un nouveau prisme. Car, dans une interview qu'il a accordée au média en ligne *Gazette Haiti News*, édition du 17 juin 2019, il présente le profil d'un homme d'État tout à fait différent de ce qu'on pensait. Les paroles qu'il a dites font de lui une espèce rare parmi les Premiers ministres, ministres, directeurs généraux et autres hauts fonctionnaires de l'administration publique dénoncés comme étant des voleurs de deniers publics; mais aussi des directeurs d'entreprises ayant participé au vol et/détournement des plus de USD 4,2 milliards \$. Une somme fabuleuse (vu la taille de l'économie d'Haïti) qui aurait pu servir à changer la face du pays et améliorer les conditions de vie des citoyens.

Dans sa prise de position, dans l'affaire PetroCaribe, empreinte d'humilité et de contrition, il se différencie totalement du président haïtien, Jovenel Moïse, qui affiche, non seulement une arrogance mal placée, mais multiplie les moyens, directement ou indirectement, pour dénoncer le verdict des juges de la CSC/CA. Il a même organisé et lancé des bandes de criminels pour kidnapper des vérificateurs de cette institution, dans l'exercice de leurs fonctions; ou encore il a lâché ses malfrats contre des manifestants exigeant, avec justice, sa « *démission immédiate* » et sa soumission à la justice. Sans oublier les attaques qu'il a lancées contre ceux qui demandent que les dilapidateurs du Fonds PetroCaribe soient poursuivis en justice et condamnés à restituer l'argent volé avant d'atterrir en prison.

Quant à M. Bellerive, sans langue de bois, ni fioritures de style, il s'est déclaré « *prêt à me présenter devant la justice* ». Dans l'interview exclusive à *Gazette Haiti*, l'ancien Premier ministre de Prével souligne que son nom est cité « *23 fois dans le rapport et que je prépare ma défense* ». Réagissant différemment de Moïse et de ses associés, par rapport au rapport de la CSC/CA, dans la plus grande conspiration pour voler

les fonds publics depuis l'indépendance, il continue sur la même lancée. Interrogé sur le bien-fondé des jugements portés dans le document, il déclare n'avoir « *aucun droit de m'attaquer au Tribunal administratif de mon pays dans les médias* ».

Dans ce même ordre d'idées, il semble même avoir la velléité de prodiguer des conseils aux autres individus accusés, y compris, bien sûr, au président Jovenel Moïse, le propriétaire des deux compagnies *Agritrans* et *Betexs* accusées dans le rapport. Aussi, fait-il remarquer encore dans l'interview : « *Le mieux que tous les citoyens ou compagnies indexés puissent faire c'est de se mettre à la disposition de la justice pour se justifier* ». Dans ses réflexions sur les accusations portées par les juges de la CSA/CA, sa position se précise encore davantage. Il se dit être « *partisan de la lutte pour la reddition de comptes et soutiens la lutte que mène la population* », ajoutant qu'« *avec mon cabinet d'avocats, je travaille sur chacun des reproches ou accusations qui me sont faits, afin d'assurer ma défense* ».

Jean Max Bellerive ne laisse aucun doute, quant à son opinion par rapport à la légitimité des décisions des juges de la CSC/CA relatives aux anciens hauts fonctionnaires de l'État accusés de vol du fonds PetroCaribe, indiquant que, en ce qui le concerne, le procès, que ses anciens collègues des six gouvernements, sous quatre présidences, impliqués cherchent à envoyer aux oubliettes, constitue le seul moyen de se « *justifier* ». C'est pourquoi il ajoute : « *Si je suis reconnu coupable, je paierai pour cela et me libérer de tout cela, et reprendrai ma vie normalement si je suis innocenté* ».

Par contre, on se rappelle comment avaient réagi les personnes indexées dans les deux rapports précédemment diffusés par les sénateurs Youri Latortue et Évalière Beauplan, qui avaient piloté les deux enquêtes ordonnées par la Commission éthique et anti-corruption du Sénat. Lors d'une réunion tenue l'année dernière dans un night-club au Cap-Haïtien, avec la participation des sénateurs Youri Latortue et Antonio Cheramy, dit Don Kato, à l'intention des jeunes de la deuxième ville du pays, sur l'affaire PetroCaribe, s'était produite une attaque à la bombe lacrymogène commanditée par des hommes et femmes accusés de dilapidation de ce compte, attaque qui avait occasionné la mort d'un citoyen et causé au moins six blessés.

Mais une fois rendu public le second rapport d'audit de la CSC/CA sur l'usage du Fonds PetroCaribe, dont les conclusions lèvent le voile sur une vaste opération de détournement de fonds impliquant plusieurs ministres, six gouvernements, quatre présidents, y compris Jocelerme Privert et Jovenel Moïse, ce dernier s'est donné pour tâche de discréditer le document.

En effet, M. Moïse, qui a passé quasiment les vingt-huit premiers mois de son administration à combattre systématiquement les démar-

ches visant la reddition de comptes et la mobilisation de l'action publique contre les voleurs de PetroCaribe, est fortement épinglé par les juges de l'institution de contrôle. Ses deux compagnies, *Agritrans* et *Betexs*, sont accusées d'avoir bénéficié, sans appel d'offre, de deux contrats séparés pour le même ouvrage. Voici ce que dit le rapport : « *Les juges ont découvert qu'en 2014, pour le même chantier de réhabilitation de route, l'Etat a signé deux contrats avec deux entreprises aux noms distincts, Agritrans et Betexs, mais qui partagent notamment le même matricule fiscal et le même personnel technique* ». Et les juges de prononcer leur sentence : « *Le président haïtien (est) accusé d'être au cœur d'un stratagème de détournement de fonds* ».

Mais, non content de se battre contre la grande majorité des 12 millions d'Haïtiens réclamant sa démis-

sion, Jovenel Moïse prend des dispositions pour livrer le pays à feu et à sang, non seulement pour s'agripper au pouvoir, mais encore et surtout pour éviter de payer le prix de sa forfaiture.

En clair, Jean Max Bellerive, contrairement à Jovenel Moïse et ses alliés, dans le scandale PetroCaribe, a su sortir, du profond de lui-même, les bons mots au bon moment.

En disant « [Je suis] *partisan de la lutte pour la reddition de comptes et soutiens la lutte que mène la population* », l'ancien Premier ministre s'inscrit dans un monde tout à fait différent de celui de ses collègues. Si ces paroles sont sincères et se traduisent en actions concrètes, il deviendra le symbole de la repentance et de l'amour qu'il professe pour son pays; et, du même coup, méritera de l'admiration de ses concitoyens. Chapeau, Jean Max Bellerive ! Un modèle à suivre !

HAITI  Le mensuel qui parle la parole
OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235 Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port au Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gerald Louis Jacques
514 321 6434
17 Haïti 08 Canada
12213 Joseph Cassavari
Montreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valbrun
13 K Avenue Faldreibe, 81 Rt Apt. 11
93310 Le Pré St. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS

1ère classe
 48.00 \$ US, pour six (6) mois
 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

553.00 FF, pour six (6) mois
 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1ère classe
 \$73.00 US, pour six (6) mois
 \$140.00 US, pour un (1) an

EUROPE

73 EURO€, pour six (6) mois
 125 EURO€, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/ville _____

State/État _____

Zip Code/Code Régional _____

Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

EDITORIAL



The PetroCaribe case: The Jean Max Bellerive model

For more than eight years, *Haïti-Observateur* has been denouncing Jean Max Bellerive, former Prime Minister of the late René Prével, for having been involved in the squandering of the PetroCaribe Fund. During all these years, he never broke his silence, except once or perhaps twice, to express his innocence, but without ever aggressively trying to defend himself.

However, following the publication of the second audit report by the Superior Court of Accounts and Administrative Disputes (French acronym CSC/CA) concerning the heist of billions of dollars generated from the sale of petroleum products delivered by Venezuela, things have changed. Mr. Bellerive stands out from all the senior government and corporate officials who have been accused, first in the Latortue and Beauplan reports, and now in the CSC/CA report.

Whatever our opinion of Mr. Bellerive in the past, he must be seen now through a new prism. Because, in an interview he gave to the online *Gazette Haiti News*, June 17, 2019, he presents the profile of a political leader quite different from what we thought. His words make him a rare species among Prime ministers, Ministers, Directors General and other senior officials in public administration who have been denounced as thieves of public funds. That goes also for Chief executive officers (CEOs) of companies involved in the theft and/or embezzlement of more than \$4.2 billion. Given the size of Haiti's economy, it's a fabulous sum that could have been used to change the face of the country and improve the living conditions of its citizens.

Based on his stated position in the Petro-Caribe case, marked by humility and contrition, he stands out completely when compared to Haitian President Jovenel Moïse, who displays not only a misplaced arrogance, but who also multiplies the means, directly or indirectly, to denounce the verdict of the CSC/CA judges. He's gone as far as organizing criminal gangs that have attempted to kidnap auditors of that institution in the performance of their duties. He has unleashed his thugs against demonstrators rightly demanding his "immediate resignation" and submission to justice. There's no forgetting his attacks against those who demand that the squanderers of the PetroCaribe Fund be prosecuted and sentenced to reimburse the stolen money before landing in jail.

As for Mr. Bellerive, using no political artifice and stylistic flourishes, he has declared himself "ready to go to court." In his exclusive interview to *Gazette Haiti News*, the former Prime Minister of President Prével points out that his name is mentioned, "23 times in the report and I am preparing my defense." A very different reaction from that of President Moïse and his associates to the CSC/CA report concerning the greatest conspiracy to steal public funds since Haiti's independence.

When asked about the validity of the accusations in the CSC/CA document, Mr. Bellerive is quoted as saying: "I have no right attacking my country's Administrative Tribunal in the media."

In this sense, he appears as if he were giving advice to other individuals similarly accused, including President Moïse, the owner of two companies —*Agritrans* and *Betexs*— accused in the CSC/CA report. He also points out that "the best that all citizens or companies targeted [in the document] can do is to make themselves available to the courts to clear their names." Reflecting on the accusations of the CSA/CA judges, Mr. Bellerive's position can't be any clearer. "I am a supporter of the struggle for accountability and also of the struggle of the people. With my lawyers, I am reviewing each and every accusation made against me, in view of defending myself".

Mr. Bellerive leaves no doubt about his opinion concerning the legitimacy of the decisions of the CSC/CA judges about former senior government officials accused of theft of the PetroCaribe Fund. As far as he's concerned, he indicates that the trial which some of his former colleagues in the four governments implicated are trying to block is the only way to be "absolved." In that light, he states: "If I am found guilty, I will pay for it and free myself from all of this. And if I am cleared, I will resume my life normally."

It's worth remembering the reaction of certain people targeted in the two reports of the Senate Ethics and Anti-Corruption commission previously released by Senators Youri Latortue and Évalière Beauplan. Take, for example, what happened at a meeting last year at a nightclub in Cap-Haïtien where Senators Latortue and Antonio "Don Kato" Chera-my were addressing an audience of mostly young people about the PetroCaribe scandal. In Haiti's second largest city there was a tear gas attack sponsored by individuals accused of squandering that account. The toll: a well-known citizen killed and at least six others injured.

Now, with the release of the second CSC/CA audit report on the misuse of the PetroCaribe Fund revealing a vast scheme for misappropriating the money by several officials in six governments, under four presidents, including Jocelerme Privert and Jovenel Moïse, the latter has taken upon himself to discredit the document.

So, it's not surprising when we've seen President Moïse, during most of his 28 months in power systematically fighting against accountability by the PetroCaribe thieves. Now, he has come under strong criticism by the CSC/CA judges for no-bid contracts received by his two companies, *Agritrans* and *Betexs*. They received two separate contracts for the same work. The report states: "The judges discovered that, in 2014, for the same road rehabilitation project, the State signed two contracts with two companies with different names, *Agritrans* and *Betexs*, but which

share the same tax identification number and the same technical staff." Thus, the judges pronounce their sentence: "The Haitian president is at the heart of a scheme to embezzle public funds."

In that light, the majority of the 12 million Haitian citizens are demanding the resignation of President Moïse. And he has gone on the warpath against them, unleashing a scotch earth campaign, in his intent to clinging to power, and above all, to avoid paying the price for his crime. To his credit, Jean Max Bellerive, unlike Jovenel Moïse and his allies in the PetroCaribe scandal,

has spoken, using the right words at the right time.

By saying "[I am] a supporter of the struggle for accountability and of the struggle of the people," the former Prime Minister shows himself to be in a completely different world than others also accused like him. If he's sincere in what he says and if words are translated into concrete actions, he will become the symbol of repentance and love for his country, deserving thereby the admiration of his fellow citizens. We tip our hats to Jean Max Bellerive! A model to follow!

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye

**Haïti-
Observateur**
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-
2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haïti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré St. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS

1 ère classe
 48.00 \$ US, pour six (6) mois
 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

553,00 FF, pour six (6) mois
 1005,00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1ère classe
 \$73.00 US, pour six (6) mois
 \$160.00 US, pour un (1) an

EUROPE

73 EUROS, pour six (6) mois
 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/ville _____ State/État _____

Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

JOVENEL MOÏSE TOUJOURS SUR LE BLANC POUR SE MAINTENIR AU POUVOIR

Le peuple mécontent occupe la rue, et y reste.....

Suite de la page 1

la prise de Jéricho par les Israélites.

Le même jour, à Petit-Goâve, l'ex-commissaire du gouvernement de Port-au-Prince, Me Jean Danton Léger, menaient la longue procession faisant également sept fois le tour symbolique des Palmistes. Pour les Petits-Goâviens aussi, Jovenel Moïse mort ne peut être président.

Depuis la première journée de grève décrétée le dimanche 9 juin, il ne se passe plus un seul jour sans que les protestataires ne descendent dans la rue, à travers la République. Tous les quartiers de la capitale, les Routes nationales numéro 1 et 2 sont pratiquement bloquées tous les jours. Le trafic automobile était impossible, surtout des Gonaïves à Montrouis, en passant par Saint-Marce et l'Arcahaïe. La Nationale numéro 2 était bloquée depuis la ville des Cayes, jusqu'au Portail Léogâne.

Il semble que les manifestants veuillent continuer la mobilisation non-stop. De nos jours, ils disent ne pas vouloir cesser le mouvement « tant que Jovenel Moïse n'aura pas quitté le pouvoir ».

Jovenel Moïse pratiquement immobilisé

Il semble que Jovenel Moïse n'ait pas les coudees franches pour se déplacer comme il veut, à la capitale. Et selon toute vraisemblance, il semble être à court d'argent pour se faire transporter par hélicoptère. Car tout porte à croire que Sheriff Abdalah, propriétaire de la compagnie de qui il prend ces engins en location, n'autorise pas le déplacement de ces hélicoptères sans que la facture ne soit payée à l'avance.

En effet, M. Moïse devait se rendre à l'Académie de Police, mercredi dernier. Quand les manifestants apprenaient qu'il se trouvait à Frères participant à la cérémonie de remise des diplômes, à l'Académie de Police, ils s'y étaient convergés en grand nombre. Mais, apprenant que le peuple avait pris la route afin de le cerner à cet endroit, il emprunta une sortie à l'arrière du complexe pour laisser les lieux en catastrophe.

Isolé de tous, Jovenel Moïse est un homme seul

Nèg Bannann nan ne peut aller nulle part et les invitations qu'il lance en vue de rencontrer des secteurs de l'opposition boudent les rencontres qu'il propose. Par exemple, il était prévu qu'il allait rencontrer des groupes d'opposants, lundi matin, à 10 heures, en sa résidence, à Pèlerin 5. On apprend que personne n'a répondu présent à l'invitation.

Jovenel Moïse avaient fait décaisser 302 millions de gourdes, en vue d'organiser une manifestation pro-Jovenel Moïse, mardi matin. Depuis la veille, des rumeurs persistantes faisaient croire que les partisans de Jovenel avaient fait une large distribution de machettes et d'armes à feu, dans le but de faire face aux manifestants de l'opposition. Mais elle a été ajournée sine die.

Un autre esclandre s'était

encore produit avec Magalie Habitant par les PHTKistes qui avaient été rémunérés pour participer au mouvement en faveur du président Moïse. Ces manifestants se sont présentés à Habitant



Jean Michel Laping, sans aucun mandat pour gérer des affaires inexistantes.

pour lui dire que des grands ténors de PHTK devaient les accompagner pour qu'ils ne soient pas obligés de manifester seuls dans les rues. Aussi avaient-ils demandé que des membres de la famille Martelly, de Mayard-Paul, d'Habitant elle-même et d'autres grosses légumes du pouvoir se mobilisent avec eux. Il semble que les PHTKistes ne soient d'humeur à affronter des dizaines de milliers de manifestants anti-Moïse dans les rues. Surtout que, après avoir appris que le président allait orchestrer sa propre manifestation, les opposants avaient demandé aux ambulanciers d'accompagner les manifestants de proximité, puisqu'ils allaient s'armer de machettes en vue de contrecarrer les partisans de Jovenel Moïse.

Par ailleurs, Magalie Habitant, la version PHTK de la Marie-Jeanne de François Duvalier, constatant que la manif pro-Moïse n'avait eu lieu, alors que les 302 millions de gourdes ont été distribuées, a demandé à ceux qui ont reçu l'argent de le restituer puisqu'ils n'ont pas été à la manif. Selon toute vraisemblance, les 302 millions de gourdes extraites de la caisse publique ont été belle et bien dépensées, bien qu'il n'y ait de manifestation.

Les PHTKistes des Gonaïves prêts à faire défection

La mobilisation citoyenne décrétée à l'échelle nationale, et qui se renforce chaque jour davantage, affecte, on ne peut plus, le moral des partisans du PHTK. C'est pourquoi le Palais nationale estime devoir, de temps à autre, faire une distribution d'argent aux partisans du pouvoir. Et tout cela se fait au détriment de la caisse publique.

Mais il semble que les PHTKistes fassent l'expérience d'un déficit de psychologie progressivement, et dont la première manifestation apparaît aux Gonaïves. Après avoir annoncé qu'ils s'apprentent à abandonner le parti de Michel Martelly ils ont laissé entendre, dans l'après-midi du mardi 18 juin, qu'ils n'hésiteront pas à prendre les armes contre le parti au pouvoir.

L'impact de la mobilisation sur les finances du pays

Déjà en butte à une crise économique et financière sans précédent, Haïti risque de ne pou-

C'est ce qu'a fait comprendre le grand argentier de la République, Ronald Décembre.

En effet, Pierre Lunick Revange, chroniqueur à l'organe de presse en ligne *Junio 7*, fait état des préoccupations de M. Décembre déplorant une situation économique chaotique, allant jusqu'à voir une catastrophe profiler à l'horizon. Il met cette situation au compte de la mobilisation qui empêche la collecte des taxes, tant au niveau de la Direction générale des impôts (DGI) qu'à celui de l'Administration des douanes, précisant que « les événements socio-politiques que connaît le pays depuis octobre 2018 à nos jours, ont des impacts très négatifs sur la santé économique du pays ».

Ronald Décembre a précisé que les finances du pays souffrent énormément de la fermeture des institutions d'Etat, particulièrement celles qui ont la vocation d'effectuer la collecte des taxes. Selon le ministre des Finances et des Affaires économiques, la DGI « ne collecte aucune taxe ». Une situation qui affecte aussi l'Administration générale des douanes. Or, dit-il, l'AGD cesse pratiquement de fonctionner depuis environ une semaine.

Les statistiques que M. Décembre avance, citées encore

par Pierre Luckner Ravange, sont effrayantes : l'inflation a atteint 17,7%. Par rapport au recul de la gourde, face au dollar (92 gourdes pour un dollar), les prix des produits importés connaissent une hausse de l'ordre de 1,4%.

Ronald Décembre craint que le pays ne soit en mesure de faire le paiement des salaires du mois de mai attendu au début du mois de juin. Mais il n'a pas indiqué comment seront traités les cas de salariés qui attendent des arriérés de salaire de plus de six mois. Ni de ceux du personnel diplomatique et consulaire, dont les employés sont basés à l'étranger. Cette situation préoccupe encore davantage les employés des ambassades et consulats à qui le ministre des Affaires étrangères avait adressé une lettre leur demandant de patienter encore un peu plus avant de toucher leurs salaires, car le gouvernement traverse une étape extrêmement difficile.

Rappelons, dans la foulée, que le gouvernement trouve des centaines de millions de gourdes pour verser à des personnes engagées précisément pour casser les manifestations organisées en vue de mettre fin à la politique délétère de Jovenel Moïse responsable de la mise en banqueroute de l'Etat.



DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Se constituer partie civile à l'étranger contre tout despote

Par Dan Albertini

Entre (). Si Pelosi attend un mandat de Mueller, le délai sera long. Si Pelosi avance selon les attributions du Congrès des Etats-Unis d'Amérique, la procédure est en retard. Fermons ().

En dépit du statut, le citoyen haïtien au Canada par exemple, peut-il se constituer « partie civile » dans l'affaire PetroCaribe, car la Convention de Vienne sur les statuts diplomatique et consulaire reconnaît les délégations officielles comme territoire du pays hôte ? *Débattons-en.*

Si nous prôtons la globalisation ce nouveau chapitre des conventions en vigueur, pourrait-elle permettre alors les saisies préventives aussi, comme le fait d'ailleurs l'*US Executive Order* ?

Instrumentons, raisonnons par l'absurde, en trouvant soit une brèche dans les lois, soit un effet de causalité par exemple la vague des printemps arabes, mi-too, mai 68, etc. Soit alors par un vide non encore comblé, logique de globalisation où les lois sur le blanchiment et sur la vente interdite d'armes de guerre sont exercées sur le droit commercial..., l'échange IBAN, etc.

Si le citoyen haïtien à l'étranger est assuré de protection de l'Etat qui l'héberge en rapport avec son pays d'origine, est-ce la complicité étatique qui lui enlève donc le droit de se constituer partie civile ? En actionnant l'Etat d'Haïti par le biais du consulat

et/ou de l'ambassadeur, si le président est visé.

Me. Elco Saint-Armand, grand défenseur de la tradition dans le bon droit public dans le droit privé qu'il ne résisterait lui-même à une vague légale telle la chute du mur de Berlin. Avec ses théories de l'absurde, pas plus que de l'immoralité Tian anmen, en Chine, le mur s'effondra.

Le cas de Moïse, reflet de celui de Martelly, en disant qu'ils ne feront de persécution politique contre les dilapidateurs, constitue une preuve suffisante permettant de déposer des accusations de complicité politique. Primo, en vertu de la charte fondamentale d'Haïti qui rend le chef de l'Etat imputable dans la gestion sous réserve de décharge par la suite. Deuxio, Haïti a sollicité une action onusienne chez elle, dès lors, l'extension de la proximité territoriale en 192 pays. Jean Bertrand Aristide a créé l'abcès vers 1994, alors crevons l'abcès. Jovenel Moïse est donc imputable sur chaque territoire onusien puisque le bon droit n'est pas praticable en Haïti, selon ses propres déclarations à Paris, sur la nomination de « juges corrompus ». Dilma Rouseff du Brésil a évidemment payé le prix d'un mandat censuré, laquelle censure soutenue par le Canada en particulier, par les Etats-Unis d'Amérique qui se le refusent dans l'affaire Trump.

Mise en situation. Il y a eu des prisonniers politiques; des preu-

ves de collusions; des constats d'infraction. Le juge canadien a-t-il le droit de déclarer en effet la requête irrecevable ? Si elle est mal formulée oui, mais son refus catégorique de procéder le soumet alors à l'acte conjoint, *prosecutable* aussi dans un autre pays, jusqu'à ce qu'un pays solidaire par exemple, décide de porter la cause en avant des tribunaux. Le Venezuela par exemple. Le cas Thomy-Trump démontre la faisabilité comme la saisie des biens de Manuel Norriega ou de Kadhafi.

Notons aussi le cas Puigdemont, en Espagne et en Europe.

Comment procéder ?

Point n'est besoin de *jurisprudence* quand il faut innover. Parlons de G Latortue/glatto, avocat, fonctionnaire international (ONUDI), réclamant *en requête* politique diplomatique contre J-B Aristide vers 2003, l'intervention étrangère en Haïti. S'il l'a eu fut-ce même préjudiciable par exo intervenant, n'est-il pas devenu premier ministre de fait, le Canada de Martin ne sait nier. Il faut dès lors dynamiser la convention, car si le pays hôte a des devoirs internationaux envers le pays tiers, l'inverse est aussi vrai, dans la Convention de Vienne.

Est-ce là la seule façon de faire comprendre à un dictateur criminel que le monde n'est pas si fermé que cela, DC a gelé des

fonds de Russes suspectés de connivence avec Poutine.

Mieux, ici, cela ne dépend aucunement de frais de dossiers internationaux, car l'Etat par son ambassade est présent sur le sol, en vertu de la loi qui protège le citoyen. En outre, toute demande de commission rogatoire obligera l'ambassade, le consulat, en frais de déplacement, mais surtout, offrira le droit à la partie civile demanderesse, l'accès direct aux documents en présence de gendarmerie, sur le terroir, par ordonnance d'un juge avec obligation d'un huissier. C'est d'ailleurs un chapitre d'études nouvelles en relations internationales qu'on ne sait nier.

Économie du droit

Parlons d'économie non pas d'épargne, mais de création de nouveaux trésors. Ecoles, Barreaux auront de la peine à refuser cette caisse qui facture, car toute requête déposée rapporte aux huissiers qu'est le procédurier. Pas d'hypocrisie, la grande économie de la cité en amont, en accident, est la pénalité et son gestionnaire, un jour arrivera l'amende sur la façon de respirer ou sur celle de rejeter l'air vicié des poumons. En effet, ce besoin remonte au tabac condamné légalisé toléré, qui s'étale en droit de la *marijuana* longtemps condamnée. La pénalité enrichit l'Etat. Nous ne faisons la révolution dans l'œuf, mais la taxe multiple sur le pro-

duit recyclé, remontant au fonds de recherches accordé aux nantis sous forme d'exonération, est la forme de pénalité au pauvre qui ne va se plaindre. Exacerbons le délit, la rétention malicieuse de la Suisse sur l'argent de dictateurs en fuite est les prémices, mais en loi non écrite. Le TPI est de cette même compétence, pourquoi alors épargner ?

Je n'insinue ici une procédure établie et reconnue *at large*. Les poursuites de dictature et saisie de fonds prétendus du crime, de criminel par exemple pas l'administration américaine depuis au moins quarante ans, retiennent ou saisissent des fonds personnels ou étatiques, par exemple le Venezuela et Maduro se voient pénaliser en constatant que l'exécutif américain redistribue des miettes à Guaido par son autoritarisme interventionniste. Pourquoi cela ne s'applique pas jusqu'au crime par exemple Jovenel Moïse qui a détruit la vie de Jean Jackson Michel par jalousie politique pour une localité dont il était fédérateur en termes de pouvoir exécutif. Ce serait la démocratisation du droit international tout simplement n'en déplaise au spécialiste qu'est Me. Elco Saint-Armand à qui il revient de droit d'exercer sa foi. S'il faut saisir, ira-t-on vers la mère de Joverlin Moïse qui doit probablement garder des biens communs à Montréal : question ?

Sezi byen Moyiz vinn ban m kou, sezi byen Miki vin n ban m kou.

VERS LA GESTION DE L'APRÈS-JOVENEL MOÏSE

Lettre de l'ANHT à Nahomme Dorvil, chef de cabinet de Moïse

Les réunions, les conciliabules ainsi que les tractations vont bon train, ces deux dernières semaines, et s'accroissent, au cours des soixante-douze heures qui ont précédé, donnant à certains acteurs l'impression que ces démarches traînent en longueur, alors que la rue s'impatiente. Dans les milieux politiques, à la capitale haïtienne, on a l'impression que ça va basculer à tout instant. Pourtant ceux qui gardent encore l'impression qu'ils gèrent le pouvoir que les échappés ne réceptionnent pas, ou feignent de ne pas comprendre les messages qui leur sont envoyés. La lettre adressée à Nahomme Dorvil, chef de cabinet de Jovenel Moïse, par l'Autorité nationale haïtienne de transition (ANHT), le 17 juin 2019, qui porte la signature de Jean-Pierre Bailly, donne toute la dimension de l'urgence. Nous publions intégralement le document, afin de permettre à tout un chacun de comprendre le sens des demandes qui s'y trouvent véhiculées. **Note à Nahomme Dorvil, le 17 juin 2019** Nous avisons le sieur Nahomme Dorvil et le prions de prendre acte : la peur ne gère pas en politique, elle est de mauvais conseil. Il faut quitter les lieux, c'est un bon conseil. L'Autorité Nationale Haïtienne de Transition propose un couloir temporel d'évacuation garantie par la bonne foi du bon peuple souverain, à l'occupant illégal du Palais du peuple souverain. **Monsieur Nahomme Dorvil**, c'est une occasion politique de se racheter. Le lendemain a besoin de s'é-

claire, l'œuf va libérer le cocon. Nous vous prions de faciliter la transition logique légitime et souveraine. Ne desservez pas les intérêts de l'exogène par de mauvais conseils, aux frais de la République. Demandez conseil au juge, **Me Kesner Michel Thémisis**. Il est de bon conseil, il vous dira que c'est un impératif sur la foi de son apprentissage. C'est un enfant de 1804 d'une grande indépendance d'esprit. **Monsieur Nahomme Dorvil**, nous sommes à l'ère de l'intelligence artificielle qui gère la révolution numérique et qui invite le cerveau humain à dépasser ses frontières traditionnelles supposées par des décisions humaines du passé. Ne réduisez pas la vôtre en allant contre la volonté souveraine d'un peuple qui a rompu les baux, **c'est la notion du contrat. Vous le savez. C'est une honte nationale que de se faire garantir par l'exogène défendant ses intérêts, par la cupidité péricardique locale affolée.** Nous, de la République, faisons appel à votre sentiment de l'honneur; rappelez-vous de vos propos du 10-12-2012, en entrevue pour la CCI d'Haïti : <https://www.youtube.com/watch?v=u8BGJW5fj3M>. On ne sauve pas un bateau naufragé avec le verbe au passé. La dérive est envoyée aux carêmes ou reléguée au musée. Le nord dont vous parliez en entrevue ne vivra pas à ce rythme de décompression du service **o m o t e u r**. **Il n'y a plus de dispositif de réaction au bateau naufragé**, tout est

bâclé. Ce que la maïresse de l'Archaïe a défini, et a souligné à sa façon, le 18 mai dernier : C'est du passé, **ne vous aliénez pas la République.** Je profite de l'occasion pour vous rappeler les deux axiomes suivants : 1) **Considérant la manifestation citoyenne nationale du dimanche 9 juin 2019, où le Peuple haïtien a dit 'NON' à l'inacceptable, et la foule en liesse en sortant en masse afin d'exprimer son rejet, a, d'un revers de main, rejeté Jovenel Moïse en tant que Président de la République.** 2) **Considérant que cela représente un plébiscite clair qui définit les voies à suivre, soit une autorité nationale haïtienne de transition afin de garantir la continuité de l'Etat.** Ils nous mènent donc vers le troisième que suit : 3) **Considérant que Jean-Jacques Dessalines, notre grand libérateur, a pris l'initiative pour sortir du fort sans demander la permission à l'ennemi de la nation naissante. Je réitère en conclusion, et à votre édification : Considérant qu'il est de notre devoir en tant que citoyen organisé de prendre les choses en main et de faire connaître notre position sur la crise sociétale que traverse le pays, de contribuer à la création ou à la restauration d'un climat de stabilité qui doivent conduire à une refondation de L'ÉTAT NATION, et à un développement durable du pays. Nous, nous agissons de fait et de droit du peuple souverain : quittez le fort ! Fait à Port-au-Prince, le 17 juin 2019 Pour information :**

Jean-Pierre Bailly pour l'Autorité Nationale Haïtienne de Transition jpbailly@gmail.com # 9 rue Lamartinière, Bois-Verna, Port-au-Prince, Haïti (509) 4814 9220 / (509) 3507 5333. De toute évidence, la note qu'a signée M. Bailly a l'allure du message (ou de l'alarme) lancé par la sentinelle

annonçant l'approche du danger. La marge d'actions et de manœuvres se rétrécit d'heure en heure. M. Dorvil perd toutes ses facultés de saisir lui-même l'ampleur de la catastrophe qu'il s'attire en négligeant de tenir compte de celui qui a tiré la sonnette d'alarme.

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105

TASTE THE ISLAND

Haitian Bakery & Restaurant

460 Peninsula Blvd.

Hempstead, New York 11550

516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm

Friday 10:00 am - 10:00 pm

Saturday 10:00 am - 10:00 pm

Sunday 10:00 am - 5:00 pm



HAPPENINGS !

From page 1

February. Working with Mr. Williams for five years, including being Deputy Chief of Staff, Ms. Louis was not endorsed by Mr. Williams who, instead, anointed another staffer, community activist Monique Chandler-Waterman. She finished second in the race with nearly 30% of the vote, ahead of six other contenders. Ms. Louis was supported by Kings County Democratic Party chairman Frank Seddio and Brooklyn Borough President Eric Adams, as well as by Assembly member Rodneyse Bichotte, some in the Jewish community

and 1199, the Health Care Union. Apparently, the June 25th primary is not exactly a repeat of what happened in May because of the seven who trailed Ms. Louis, four are registered to run, including runner-up Monique Chandler Waterman, Anthony Alexis, Xamayla Rose and Richie Tuloch. There's also a newcomer in the race: Anthony Bickford. In a statement to the *Haiti-Observateur*, Ms. Louis said: "My swearing-in ceremony, nearly a month after my election, was the culmination of a hard-fought campaign and the start of my new chapter in the City Council, as a member of a pro-

gressive legislative body, 12 women strong."

To a question about her role in her new status, she said: "When I took the oath of office, I vowed to serve and uplift the community that I now represent, the 45th District. I do not take this opportunity nor responsibility lightly, because I know that there are thousands of constituents who are counting on me to help make a difference in their quality of life."

Regarding next Tuesday's vote, she keeps the same fighting spirit that motivated her in the special election last month. "Despite my decisive win with 42% of the votes," she said, "I

now face a challenger who won 30% of the votes during the special election. . . . This election is a fight to the finish and too important for me to not hit the ground running, both as an elected official and candidate for reelection."

Though fierce as a campaigner, Council member Farah Louis deserves praise for her general outlook regarding others. When, last May, the *Haiti-Observateur* asked her about how she felt when Mr. Williams, her former boss, didn't endorse her, she stated: "When—and if—I win, I will be working with him and the other competitors for the good of the 45th District and the community at large. I can't disparage anyone." This attitude toward others, even as they mounted a disparaging campaign against

her, is a test of Ms. Louis' character, who remains a conciliator, because she remains ready to embrace her opponents who, she says, "are not enemies."

Following Ms. Louis's win in the special election last May, much was written about a Jewish-Haitian alliance in the 45th District which includes the communities of Flatbush, East Flatbush, the Flatlands and parts of Midwood and Canarsie. One would think that not much has changed in those communities in the six weeks since the special election. On that basis, Ms. Louis will probably increase her percentage of the win this time. As we did last May, at the *Haiti-Observateur*, we believe her to be the best candidate and again endorse her fully.

RAJ
June 19, 2019

How long can Haiti continue as a rudderless State?

Mammoth countrywide demonstrations calling for the resignation of President Jovenel Moïse, implicated in the heist of the PetroCaribe Fund, which started June 9, have entered their second weekend show no sign of abetting. That has led analysts to ask how long can the country take it before total anarchy sets in. Making matters worse, no Prime Minister has been approved by Parliament since March 18 when Prime Minister Jean-Henry Céant was fired by the Lower House in cahoots with the President.

In fact, entering a new phase, the demonstrations are grinding Haiti to a halt, worse than the 10-day "country lock" initiated last February 7 when, expecting the worse, President Moïse entered into an onerous contract for a 24-hour helicopter service, just in case. For example, on June 12, demonstrators in Port-au-Prince, inspired by the biblical siege of Jericho, peacefully marched seven times around the Palace

grounds, the seat of political power. But the walls didn't tumble down.

In fact, the next day President Moïse was at the Police Academy in Frères, a neighborhood of Pétion-Ville, honoring the Police at the 25th anniversary of its formation. In his speech, he even called for "a sitting around the table together with all sectors to harsh out our differences and come to a solution of the crisis" that has buffeted the nation. Though he didn't mention the origin of the crisis, he was alluding to what has happened since the publication, May 31, of the second audit report of the State Auditors, called in French "La Cour supérieure des comptes et du Contentieux administratif (CSC/CA)." The Auditors accused the president of a "scheme to embezzle Venezuelan aid money to build roads." He noted, however, that "something that happened before I was even a candidate for the presidency. The books are there. Let Justice

do its work."

Other than Eric Jean-Baptiste, of the *Père Eternel Loto* and secretary general of the *Rassemblement des Démocrates Nationalistes Progressistes (RDNP)*, who said he was ready for "the dialogue," President Moïse's words have fallen on deaf ears. Meanwhile, citizens in different cities have gone into their "lock down" operations. In the north, in Cap-Haïtien, Haiti's second largest city, the Police used tear gas on Thursday last week, when a demonstration turned violent, as young people pelted certain establishments with rocks for not heeding their call for strike.

In Jacmel, in the southeastern department, on their own, business owners went on a two-day strike last week to protest the continued depreciation of the *gourde*, the local currency, almost on a daily basis, they say. Exchanging at 40 *gourdes* to one U.S. dollar in 2011 when the "Bald Headed" regime of Michel Martelly took power, now it's 95 *gourdes* to a dollar.

In Hinche, in the *Plateau Central*, the highlands adjoining the Dominican Republic, demonstrators have blocked the roads, cutting thereby traffic between Haiti and the Dominican Republic, as well as with the North and Northeast that use the road through Hinche as an alternate route to National Road No. 1 to Port-au-Prince. In Gonaïves, the capital of the Artibonite region in north-central Haiti, businessmen were on strike for almost a week to protest the assassination of some of their associates by bandits, some of whom have official connections.

As of Monday, June 17, Les Cayes, the usual peaceful capital of the southern department, was somewhat under siege by the citizens who were doing their Jericho-style demonstrations around "Quatres Chemins," (Four Roads) entrance to the city. Their demand: "Immediate resignation of Jovenel Moïse."

*The anger of the people is also manifested abroad as exemplified by what happened to Michel Martelly, now metamorphosed back into his

"Sweet Micky" performer personae. Last Friday, June 14, the foul-mouthed singer got the bad news. His performance Saturday night, June 15, at the auditorium of the Demetrios Greek Orthodox Church in Union City, New Jersey, is cancelled. The organizers said they were warned of trouble if he were to perform there. He's accused of being a misogynist and also for being involved in the sacking of the more than \$4 billion PetroCaribe Fund.

The action in New Jersey follows what happened to Sweet Micky, now dubbed "Sweet Mimi" (a shifty cat), last year in Long Island during the Labor Day weekend. At the last minute, Chez Mirelle Restaurant, the Westbury, N.Y., popular eatery, cancelled a Saturday night performance of his, due to threats from people in the Haitian community who considered his appearance "an insult." He was also hounded by Haitians holding "Michel Martelly Wanted" placards when his float participated in the West Indian Day Parade. His float exited the parade before the end.

That wasn't as bad as what happened to him last March 22 when he was to perform in Montreal that evening. The Canadian authorities waited until he was at the airport in Miami in the process of boarding his plane to Montreal, to announce that he

didn't have a visa for Canada. When he said, "Don't you see my diplomatic passport. I am the former president of Haiti," he was told, "Here it is, the computer says, 'No visa for you.'" And just before noon that day, the organizers of the event in Montreal announced the cancellation of the concert.

But "Sweet Mimi" still has friends who, no doubt, have benefited from his largesse from his PetroCaribe heist. Thus, on Sunday evening, for Father's Day, he was welcomed at the Meli Melo Restaurant in Valley Spring, L.I., where he performed for an audience of about 40, whereas he used to attract hundreds. Moreover, he had to be slipped in by the back door, to spare him the sight of some 20 demonstrators carrying placards of "Michel Martelly Wanted" and shouting "Drug Dealer Wanted."

The man who has called himself "Legal Bandit," is being treated as such and is being shunned by people who want him put on trial for having dilapidated the PetroCaribe Fund of billions of dollars that could have changed the lot of a country which has been assigned the moniker of "the poorest in the Western Hemisphere" and one of the poorest in the world.

RAJ
June 19, 2019

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105

MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.

We specialize in House Cleaning.

No job is too big.

Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: mirlenecornet@gmail.com

PROPRIÉTÉ À VENDRE PORT-AU-PRINCE

Complexe d'appartements situé à Delmas 31 (entre rues Clermont et Laforêt). Prix abordable. Toute personne intéressée est priée d'appeler : 509 3-170.3575, à partir de 6 heures p.m.
Pour plus d'informations, appelez Blurette Coq au 509.3170.3575.

Frantz Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990/ 917.513.2118

843 FRANKLIN AVE. (BETWEEN UNION & PRESIDENT)

FRANTZSTUDIO.COM



Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

REGARD DE LA FENÊTRE

Suite de la page 9

des enjeux de notre pays. Ils influencent de tout leur poids, au gré de leurs plans et de la feuille de route qu'ils veulent nous tracer. Le problème local demeure par conséquent au point mort et, disons-le, l'intelligence collective locale est la pierre angulaire de toute reprise. Faute d'un minimum de consensus, l'avenir est à risque.

Travailler à trouver une solution

Le progrès requiert l'organisation de L'EXPRESSION DEMOCRATIQUE dans la communauté humaine, dit Pierre ROSANVALLON.

La société a été malmenée par la forme qu'a pu prendre le capitalisme pur et dur durant la période de la mondialisation.

De sorte que depuis le XIX^e siècle, ont été révélées les failles du capitalisme créant la pauvreté pour la masse et dégageant la richesse pour quelques-uns seulement.

Et cette opinion publique, qui s'exprime, en majorité sur le net et les forums, les réseaux sociaux, font montre de manière éparse des attentes d'un public insatisfait et qui réclame un apport correctif aux conséquences néfastes du système capitaliste mondialisé, aux excès et forfaiture de certaines classes protagonistes et privilégiées par le pouvoir en place.

À une étape ultérieure, il devient nécessaire, essentiel même, de parvenir à partir des attentes exprimées sur les forums, les réseaux sociaux consistant à trouver une direction commune convergente qui arrive à faire masse dans un but commun. L'objectif final sera le rassemblement les voix nationales dans un esprit de convergence des décisions.

Démocratie participative, la nouvelle tendance

Les peuples du monde entier, comme ceux d'Haïti, réclament plus de justice sociale, économi-

que et sanitaire. Allant plus loin encore, ils demandent aujourd'hui une démocratie participative.

Les réseaux sociaux accordant à la voix du citoyen lambda son droit de critique d'où émerge un poids démocratique véridique. Pour ce faire, la création de nouvelles structures, qui procurent

groupes économiques et financiers privilégiés par le pouvoir.

À partir de là, dans une ère de post-démocratie et de populisme : une fois la masse en cohésion, une fois un programme de gouvernement se précise, en accord avec la majorité locale, conduira à un développement concerté qui, sous l'égide d'un président élu, mais conscient de la nécessité d'un projet national, d'une figure compétente et visionnaire valable pourra aboutir.

d'atmosphère propice à une quelconque entente, surtout quand Jovenel Moïse n'est pas un spécialiste de la politique publique, mais un néophyte agrippé à son fauteuil présidentiel. Un régime prédateur n'est pas celui qui peut arriver à engendrer un projet national en faveur de la majorité.

Si Deleuze écrivait que la démocratie a servi à « *bénir trop de choses* », c'est dire qu'elle a entamé en Haïti une politique de destruction de l'Etat et une série

Manifestation anti-Jovenel Moïse à Port-au-Prince.



d'avantage de participation du citoyen, d'une part, et, d'autre part, la protection des droits humains, à l'encontre de prises de décision unilatérales de ceux d'en haut, de ceux qui ont accès aux manettes de commande du pouvoir, communément favorables aux seuls dirigeants ou aux classes politiques prédéterminées, aux

La démocratie, cet ordre humain, donc imparfait aussi, se gagne chaque jour dans une quête de défense de la justice et d'inclusion. L'effort et la constance que l'on y met ouvrira les portes d'un avenir radieux. Sa fragilité tient qu'en période de crise les esprits exacerbés peuvent difficilement travailler en paix. L'agression, la

de crimes contre les plus démunis et les plus vulnérables...

Debout en résistance contre l'infamie, les plus braves subissent les menaces du régime exercées contre tout opposant et adressées particulièrement contre les chefs de partis et les journalistes éclairés. Ce qui prouve que le terrorisme d'Etat est mis à

HAITIAN AMERICANS IN ACTION INC.
ASNATH & DELARQUY FLEURIOT
PRESENT

THE ALIINO BROTHERS, SHELMYRAH MIGHTY, MICHAEL GAYLE, NOREEN GREENWOOD, ERNEST KEBREAU (EUNEK), THE DEER PARK DREAM DANCERS ACADEMY, ASHER LAUB, SUSAN KOUI A, FRFN F7FR S.D.A JUNIOR YOUTH CHOIR, VOICE OF WORSHIP & MORE

A MEDLEY OF CLASSICAL
INSTRUMENTAL & GOSPEL MUSIC

JUNE 29 2019 7:30PM

ZANKEL HALL AT CARNEGIE HALL

(DURANCE IS LOCATED ON 51 WEST AVENUE IN TWIN FALLS AND 57TH STREET 15)

TICKETS \$45-\$70 SEATING

PROCEEDS WILL FUND THE FOLLOWING NON PROFIT ORGANIZATIONS:
HAITIAN-AMERICANS IN ACTION
BEYOND BORDERS - ENDING CHILD SLAVERY IN HAITI & MORE

CARNEGIEHALL.ORG | CARNEGIECHARGE 212-247-7800
BOX OFFICE AT 57TH AND SEVENTH



The embattled president of Haiti Jovenel Moïse.

violence des régimes populistes contre toute opposition, telle que celles du PHTK de l'actuel président Jovenel Moïse, sont notoires.

Dans le cas d'Haïti, les recommandations incessantes de l'international pour un dialogue-débat ne trouvent pas

l'œuvre afin de créer la terreur évitant ainsi que le projet de libérer Haïti d'un despote populiste — élu à une faible majorité —, soit évacué. Entre-temps l'intelligence collective travaille fort à la mise en place d'une nouvelle ère. M.M.

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE
MALPRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

NOUVELLES BRÈVES

Le président Jovenel Moïse en panne de capacité de convocation

Au moment qu'à travers le pays les citoyens exigent la démission du président Jovenel Moïse, il avait invité certaines personnalités représentant plusieurs secteurs de la vie nationale à une rencontre chez lui le lundi 17 juin à 10 heures du matin. Selon *Le Nouvelliste* du jour, sous la plume de Robenson Gefrard, il est constaté que tous ont boudé l'invitation du président qui est de plus en plus esseulé.

On notera parmi ceux qui ont brillé par leur absence le représentant de la Conférence épiscopale d'Haïti (CEH), la plus haute instance de l'église catholique au pays, ainsi que le représentant de la Fédération protestante d'Haïti. « *Religions pour la paix* », le groupe œcuménique auquel s'était adressé Michel Martelly en 2014 pour l'extirper du pétrin au moment de laisser partir Laurent Salvador Lamothe, son Premier ministre préféré, a aussi boudé l'invitation.

Il ressort que le secteur religieux, toutes branches confondues qui, deux semaines plus tôt, avait émis des communiqués pour applaudir le second rapport d'audit de la Cour supérieure des comptes et du Contentieux administratif (CSC/CA) s'est totalement désolidarisé du président Moïse. Sans doute, il se tourne vers le secteur vaudou pour un dialogue restreint.

Mais suite à ce qui s'est passé aux Cayes dimanche dernier, 16 juin, quand, une foule en liesse, fouettait un « *zombi* » dit Jovenel, enrobé tout de blanc de la tête aux pieds, il est à se demander si de ce côté-là il n'est pas déjà foutu. D'ailleurs, selon un reportage des Cayes, en fin de manifestation, certains manifestants ont « *symboliquement brûlé des objets et la cendre recueillie a été dispersé dans la mer de Gelée comme pour exorciser le mal*

crystallisé en Jovenel Moïse que la population cayenne ne reconnaît plus comme président d'Haïti ». (Source: *Vant Bèf Info*)

Revenons à l'invitation du président qui avait donné rendez-vous à sa résidence privée à Pèlerin 5. Selon *Le Nouvelliste*, le Secteur Populaire, en la personne de René Monplaisir, le coordonnateur, était parmi les premiers invités. En réponse, par écrit, il a dit: « *Malheureusement, nous avons le regret de vous annoncer que nous ne pourrions pas assister à cette audience* ». Quelqu'un d'autre ayant répondu par écrit est Amary Joseph Noël, « *coordonnateur général de la Coalition des Haïtiens pour la réconciliation* ».

D'autres absents, toujours selon *Le Nouvelliste*, comprennent « *Fanmi Lavalas, Pitit Dessalines, les quatre sénateurs et les députés de l'opposition, les forces vives de la nation* ». Absents aussi, les partisans zélés du PHTK en rupture de ban qui « *ont prodigué des menaces à l'endroit d'hommes politiques, des hommes d'affaires, des militants de l'opposition et des membres de la presse* ».

Puis, il existe des personnalités et organisations à ne pas recevoir d'invitation, tels le Forum Économique, Charles Suffrard de KOZEPEP, des responsables d'associations syndicales et des représentants d'universités. Alors, on revient au constat de Maarten Boute, le PDG de Digicel qui, invité à l'émission du soir de *Sa K ap kwit*, sur la chaîne 20, avait déjà tiré l'alarme, selon *Le Nouvelliste*, du 2 mai, en disant que « *le bateau va couler et on coulera avec, si les dirigeants et acteurs ne parviennent pas à dialoguer dans l'intérêt du pays* ». Il avait laissé parler son cœur, en disant : « *On est tous dans le même bateau. Je pense qu'il*

est vraiment temps de trouver des personnes qui ont la crédibilité morale pour tenir ce dialogue national dont on a tellement besoin ». Mais il devait conclure en ces termes: « *Malheureusement, le président ne semble pas avoir suffisamment de pouvoir, ou de connexion pour paraître crédible aux yeux de tous les secteurs pour porter le dialogue* ». (Worgenson Noël, *Le Nouvelliste*, 2 mai, 2019).

C'est confirmé dans les faits. Que doit-on attendre pour trouver ces gens qui ont « *la crédibilité morale* », surtout après les découvertes de la CSC/CA, dans son dernier rapport, que le président est du nombre des dilapidateurs du fonds PetroCaribe ? Sa place n'est plus au Palais national.

Entre-temps, sénateurs et députés de l'opposition sont en concertation en vue de dégager un consensus. Mardi après-midi, de New York étant, on suivait, sur CaraïbesTV, une conférence de presse qui se déroulait à l'hôtel Oasis, à Pétion-Ville. Il s'agit d'une initiative des quatre sénateurs de l'opposition qui, alliés aux députés de l'opposition, sont en train de dialoguer avec différents secteurs en vue d'arriver à un consensus.

Trois législateurs, dont le député Déus Déroneth, les sénateurs Évalière Beauplan et Antonio « Don Kato » Cheramy expliquaient que depuis samedi, 15 juin, ils s'entretiennent avec différents secteurs et personnalités pour dégager un consensus par rapport à la procédure à suivre en vue de mettre fin à la crise multidimensionnelle affectant le pays. Le sénateur Beauplan a dit qu'ils devaient « *rendre public aujourd'hui même les résultats de nos consultations* ». Vu les différentes positions des interlocuteurs, il leur faut encore deux jours pour com-

pléter la besogne. Ainsi, donnent-ils rendez-vous jeudi (demain, 20 juin) pour exposer au grand public le plan de sortie de crise.

De tout ce qu'on a entendu, il paraît que les quatre sénateurs de l'opposition et leurs alliés à la Chambre basse ont une capacité de convocation de loin supérieure à celle du président, visiblement en déconfiture. Et l'autre de dire : « *Il faut battre le fer tandis qu'il est chaud* ».

***Une délégation de l'OEA attendue en Haïti aujourd'hui pour essayer d'aplanir le terrain en vue d'un dialogue. Mission impossible, selon des gens du sérail.** C'est hier soir (mardi, 18 juin), à 7 h 12, EST, que Jacqueline Charles a émis l'information, puis l'a mise à jour vers 9 h, disant qu'une délégation de l'OEA arrivait en Haïti. Voici la manchette en anglais : « **An OAS delegation is headed to politically volatile Haiti. But can it defuse the tensions?** » (Une délégation de l'OEA est en route vers une Haïti politiquement en ébullition. Mais est-elle à même de calmer les tensions ?)

Cette délégation de haut niveau est sous la direction de l'ambassadeur Carlos Trujillo, le représentant des États-Unis au sein de l'organisation hémisphérique dont il assume la présidence du Conseil permanent et le comité général du groupe. Il sera accompagné de Gonzalo Koncke, chef d'état-major du secrétaire général Luis Almagro. Il s'agit vraiment d'une mission des États-Unis, sous couverture de l'OEA.

La délégation est envoyée de toute urgence, suite à la demande du ministre des Affaires étrangères du gouvernement démissionnaire, Bocchit Edmond, qui a requis la présence de l'OEA dans une lettre en date du 14 juin, adressée à l'ambassadeur Trujillo. Le ministre haïtien a demandé que l'OEA se mêle de la partie en vue de « *faciliter le dialogue entre le président et ceux qui exigent sa démission* ».

Selon les dires des personnes interviewées par

Jacqueline Charles, cela paraît une mission impossible, parce que la plupart de ceux qui s'opposent au président n'entendent pas s'asseoir avec un ancien inculpé pour blanchiment d'argent, doublé d'un dilapidateur du fonds PetroCaribe et qui s'est érigé en défenseur de ceux responsables du plus grand vol du Trésor public depuis l'indépendance d'Haïti. Plus de détails la semaine prochaine.

***Éric Jean-Baptiste, PDG du jeu d'hasard « Père Éternel Loto » et secrétaire général du RDNP serait prêt à accepter le poste de Premier Ministre, remplaçant un Jean Michel Lapin qui ne va nulle part.** C'est un gros morceau à avaler: Éric Jean-Baptiste qui se présenterait comme un Premier Ministre de l'opposition pour faire semblant qu'il existe une séparation du pouvoir entre l'opposition et le président Jovenel Moïse.

Déjà la consigne est que « *Père Éternel est un Judas !* » En tout cas, les réseaux sociaux s'abattent sur lui, expliquant « *un complot* » dont Antonio Sola, l'Espagnol qui avait tout manigancé pour réussir le coup Michel Martelly en 2011, serait le maître d'œuvre, moyennant deux millions de dollars verts (2 000 000,00 \$), tandis que les employés de l'État ne sont pas payés. Plus de détails la semaine prochaine. « *Veye yo!* »

***Avis : « La Nirabelle Hotel and Resort », au Trou du Nord, informe « son aimable clientèle l'annulation de la soirée de festivité (sic) animée par le groupe SWEET MICKY, le 20 juin 2019 ».** De toute évidence, le pestiféré « *Swit Mimi* » est banni presque partout. Aucune raison n'est indiquée pour cette annulation. Vu les déconvenues essayées par Michel Martelly à l'étranger, il n'est pas dupe pour aller se faire coincer quelque part dans le Nord durant cette campagne de « *villes lock* ». Comme disait l'autre : *Li pa egare !*

Pierre Quiroule II

